

Station terrestre physique du Système d'identification automatique

Demande de renseignements (DDR)

1. But et nature de la demande de renseignements (DDR)

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) souhaite recueillir les commentaires de l'industrie relativement à l'équipement de station terrestre physique du Système d'identification automatique (SIA SPP) pour la Garde côtière canadienne (GCC).

Le but de la demande de renseignements (DDR) est de :

- a) présenter les ébauches de documents de la demande d'offre à commandes (DOC) afin de recueillir les commentaires de l'industrie;
- b) demander à l'industrie d'examiner et de donner de la rétroaction sur toutes les exigences et à donner une attention particulière à la disponibilité, dans leur produit commerciale sur étagère SIA SSP, dans l'énoncé des besoins techniques (ebt) et de la matrice d'évaluation;
- c) répondre aux questions de l'industrie afin de s'assurer que tous les participants intéressés reçoivent les mêmes renseignements; et
- d) pour améliorer la version finale de la DOC et la livraison des SIA SPP.

La présente DDR n'est pas un appel d'offres ni une demande de propositions. Aucun accord ni contrat fondé sur cette DDR ne sera conclu. Cette DDR n'est pas un engagement de la part du gouvernement du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. Cette DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à publier une demande de propositions ni à attribuer un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

Même si les renseignements recueillis sont jugés de nature commerciale (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut utiliser l'information aux fins de rédaction des exigences de rendement provisoires (qui pourront être modifiées) et de planification budgétaire.

Les répondants sont encouragés à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, la présence de tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex., en réponse à une demande formulée dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial concernant un répondant (pour en savoir davantage : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).

Les répondants sont tenus d'indiquer si leur réponse, ou toute partie de celle-ci, est assujettie au *Règlement sur les marchandises contrôlées*.

La participation à cette DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente DDR ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour les travaux à venir. De plus, la participation à la présente DDR n'est ni une condition ni un préalable pour participer à toute demande de soumissions subséquente.

Les répondants ne recevront aucun remboursement pour les frais engagés pour répondre à cette LI.

La date de clôture de la DDR publiée dans les présentes n'est pas la date limite pour faire des commentaires. Les commentaires seront acceptés jusqu'à ce que la demande de soumissions soit publiée (le cas échéant).

2. Contexte

La Garde côtière canadienne (GCC) a une exigence pour l'acquisition de nouvelle station terrestre physique qui appuient le réseau système d'identification automatique partout au Canada. L'exigence sera également incluse des dispositions pour obtenir des pièces de rechange, la documentation, la formation et le soutien en service.

Le contrat sera valide à partir de la date d'attribution du contrat pour une période de cinq (5) ans, avec cinq (5) périodes de renouvellement facultatives d'un an.

L'entente contractuelle objectifs consiste à acquérir, sous réserve de financement, des nouvelles SIA SPP de la répartition géographique d'un total de 28 ateliers électroniques qui appuient le SIA réseau. Ces ateliers sont répartis comme suit :

- | | |
|--------------------------|------------|
| • Arctique : | 2 ateliers |
| • Atlantique Nord : | 6 ateliers |
| • Atlantique Sud : | 5 ateliers |
| • Fleuve Saint-Laurent : | 6 ateliers |
| • Grands Lacs : | 5 ateliers |
| • Pacifique : | 4 ateliers |

Enfin, la GCC a un collège situé à Sydney (N.-É.) pour la formation opérationnelle et technique.

3. Portée éventuelle des travaux

L'énoncé des travaux à l'annexe A, spécifications techniques sont à l'annexe B, barème de prix à l'annexe C, la matrice d'évaluation à l'annexe E et la preuve de conformité à l'annexe F de l'ébauche de la demande de propositions.

4. Lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales

Voici une liste de lois, d'accords commerciaux et de politiques gouvernementales qui pourraient avoir des conséquences sur une demande de soumissions.

- Accord de libre-échange Canadien (ALEC)
- Le contenu canadien
- Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF EE)

5. Calendrier

Pour la présentation des réponses, se reporter au calendrier suivant :

- Publication de la lettre d'intérêt – Au début de l'automne 2022
- Publication de la demande de propositions – Au milieu de l'automne 2022
- Attribution du contrat – à déterminer

6. Remarques importantes à l'intention des répondants

Les répondants intéressés peuvent envoyer leur réponse à l'autorité contractante de PSPC, dont le nom figure ci-dessous, de préférence par courriel.

Céline Munro

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Division des systèmes de navigation, sonar et radar – QF
Téléphone: 819-661-1839
Courriel : celine.munro@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Les coordonnées d'une personne-ressource du répondant doivent être fournies dans la trousse.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications. Le cas échéant, ces modifications seront publiées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Le Canada demande aux répondants de consulter le site AchatsCanada régulièrement pour vérifier les modifications apportées, le cas échéant.

7. Questions posées par l'industrie

Toutes les questions et les autres communications en lien avec le présent processus de DDR doivent être transmises exclusivement aux autorités contractantes de SPAC identifiées à la section 6. Bien que le Canada prévoit répondre aux questions de l'industrie en publiant des réponses périodiquement par l'entremise de modifications subséquentes à la DDR, il fera de son mieux pour répondre aux questions.

Il pourrait arriver souvent que le Canada ne soit pas bien placé pour répondre à certaines questions, car les exigences relatives à divers aspects du besoin pourraient ne pas avoir été encore finalisées. Les questions sans réponse constituent tout de même une rétroaction très utile, car elles donnent au Canada la possibilité de connaître les aspects qui soulèvent des préoccupations pour l'industrie, ou encore de déterminer quand une approche différente pourrait éventuellement être adoptée pour une exigence.

À mesure que les commentaires de l'industrie seront soumis et examinés tout au long du processus de DDR, le Canada prévoit publier périodiquement des versions à jour de diverses ébauches de documents de la DOC. Ces documents à jour permettront souvent de répondre aux questions posées par l'industrie.

8. Demandes de renseignements supplémentaires

Tout au long du processus de la DDR, SPAC peut demander d'autres renseignements ou précisions auprès des répondants.

9. Date de clôture de la DDR

Les réponses à cette DDR doivent parvenir à l'autorité contractante de PSPC autorité contractante identifiée ci-dessus au plus tard le 26 octobre 2022.

TABLE DES MATIÈRES

1.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	4
1.2	BESOIN	4
1.3	ENTENTE SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES.....	4
1.4	COMPTE RENDU	4
1.5	PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS EN PHASES	4
1.6	CONTENU CANADIEN	4
1.7	SERVICE CONNEXION	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....		5
2.1	INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2	PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3	ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
2.5	LOIS APPLICABLES	7
2.6	PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....		8
3.1	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION		10
4.1	PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	10
4.2	MÉTHODE DE SÉLECTION	18
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		20
5.1	ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	20
5.2	ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	21
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		24
6.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	24
6.2	BESOIN	24
6.3	PROCESSUS D'AUTORISATION DES TÂCHES	24
6.4	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	26
6.5	DURÉE DU CONTRAT	26
6.6	PRÉPARATION DE LA LIVRAISON	27
6.7	RESPONSABLES	28
6.8	PAIEMENT	29
6.9	PAIEMENT MULTIPLES	33
6.10	PAIEMENT ÉLECTRONIQUE DE FACTURES - CONTRAT	33
6.11	DROITS DE DOUANE – L'ENTREPRENEUR EST L'IMPORTATEUR	34
6.12	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	34
6.13	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	35
6.14	LOIS APPLICABLES	36
6.15	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	36
6.16	MARCHANDISES EXCÉDENTAIRES	36
6.17	ENSEMBLES INCOMPLETS	37
6.18	MARQUAGE	37
6.19	ÉTIQUETAGE	37
6.20	INSPECTION ET ACCEPTATION	37

6.21	ASSURANCE — AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE	37
6.22	INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION — LIVRAISON À DESTINATION	37
6.23	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	37
6.24	PROCÉDURES POUR MODIFICATIONSÉALTÉRATION DE CONCEPTION	38
ANNEXE "A"		39
ÉNONCÉ DES TRAVAUX		39
ANNEXE "B"		40
ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN		40
ANNEXE "C"		41
BARÈME DE PRIX - BASE DE PAIEMENT		41
ANNEXE "D"		42
FORUMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE		42
ANNEXE «E»		43
MATRICE D'ÉVALUATION TECHNIQUE		43
ANNEXE «F».....		53
MATRICE PREUVE DE TESTS DE CONFORMITÉ		53
ANNEXE « G » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS		62
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE		62
ANNEXE « H » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS		63
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION		63

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les biens et les services décrits à l'annexe « C » - Base de paiement, barème de prix ci-joint et conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe « A », Énoncé des besoins techniques à l'annexe « B » ci-jointe et conformément aux modalités et conditions du présent contrat.

1.3 Entente sur les revendications territoriales globales

Ce marché est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes :

- Entente sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavut
- Accord définitif de la Première nation de Tsawwassen
- Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador

1.4 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Processus de conformité des soumissions en phases

Le Processus de conformité des soumissions en phases s'applique à ce besoin.

1.6 Contenu canadien

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et services canadiens.

1.7 Service Connexion

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion de la SCP offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2022-03-29) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant le service Connexion de la Société canadienne des postes pour la clôture des soumissions au Module de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.pareceptiondessomissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion de la SCP, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion de la SCP si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.

Si vous éprouvez des difficultés avec le service Connexion de la SCP, vous pouvez présenter votre soumission à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le

soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

Le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 versions papier)
Section II : Soumission financière (2 versions papier)
Section III : Attestations (2 versions papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la version électronique sur le media et de la version papier, le libellé de la version papier l'emportera sur celui de la version électronique.

- Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs versions de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la version électronique transmise par le service Connexion de la SCP et celui de la version papier, le libellé de la version électronique transmise par le service Connexion de la SCP aura préséance sur le libellé des autres versions.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en version papier.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

1. Inclure toutes les certifications environnementales pertinentes pour votre organisation (p. ex., ISO 14001, Leadership in Energy and Environmental Design (LEED), Carbon Disclosure Project, etc.)
2. Inclure toutes les certifications environnementales ou déclarations environnementales de produit (DEP) propres à votre produit ou service (p. ex., Forest Stewardship Council [FSC], ENERGYSSTAR, etc.)
3. Sauf indication contraire, les soumissionnaires sont encouragés à présenter leurs soumissions par voie électronique. Si des versions papier sont requises, les soumissionnaires devraient :
 - a. utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
 - b. utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur offre technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour la réalisation des travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions ne suffit pas. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques.

Section II : Soumission financière

La soumission financière ne doit pas être jointe à ou combinés au sein de toute autre partie de la soumission et les prix ne doivent pas paraître dans tout autre secteur de la proposition, autre que la soumission financière.

Les soumissionnaires doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « C », Barème de paiement – Base de paiement. Les soumissionnaires doivent prendre soin de lire toutes les instructions dans chaque tableau afin qu'ils sont remplis correctement et complètement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « G » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « G » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

3.1.3 Clauses du Guide des CCUA

Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Le Canada appliquera le processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.
- (b) Les soumissions seront évaluées conformément à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les « technique », « Finances » et « attestations », critères d'évaluation.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation déterminera si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien et présentées par deux soumissionnaires ou plus qui ne sont pas affiliés au sens utilisé dans la [Loi sur la concurrence](#), L.R.C. (1985), c. C-34. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront admissibles à l'attribution d'un contrat; sinon, toutes les soumissions reçues le seront. Si, à un moment quelconque du processus d'évaluation, on constate, que ce soit en déterminant l'invalidité des attestations, en déterminant que les soumissions sont irrecevables ou que les soumissions ont été retirées par les soumissionnaires, qu'il n'y a plus deux (2) soumissions recevables ou plus avec une attestation valide, alors toutes les soumissions recevables seront admissibles à l'attribution d'un contrat. Le Canada pourrait effectuer la validation des attestations de contenu canadien à tout moment durant le processus d'évaluation, y compris en même temps que d'autres étapes.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 (19-07-2018) Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant

d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 (13-03-2018) Phase I: Soumission financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.

- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 (13-03-2018) Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

- a) Le processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à toutes les exigences techniques obligatoires énumérées dans l'**annexe E, Matrice de conformité technique, tableau E1**.
- b) Les critères obligatoires qui seront évalués au cours de l'évaluation des soumissions sont énumérés dans l'**annexe E, tableau d'évaluation technique E1**.
- c) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour déterminer sa conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » constituent des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées non conformes et rejetées.

4.1.2.2 Critères techniques cotés

- a) Le processus de conformité des soumissions par étapes **ne s'applique pas** aux critères techniques cotés énumérés dans l'**annexe E, tableau d'évaluation technique E2**.
- b) Le Canada examinera les réponses aux exigences cotées en passant en revue le **tableau E2 de l'annexe E**. En fonction des réponses du soumissionnaire à la colonne « **Réponse du soumissionnaire – Numéro de page dans la proposition** », les examinateurs détermineront la note du soumissionnaire par rapport à chaque exigence cotée selon la colonne « Méthode de cotation par point ». Le soumissionnaire recevra une note égale au total des points qui lui ont été attribués, jusqu'à concurrence de 500 points.
- c) L'évaluation de chaque soumission se fait en attribuant une note par rapport à chaque exigence cotée. Ces exigences sont indiquées dans la demande de soumissions par le terme « coté(e) » ou par la mention à une note. Les soumissionnaires qui ne soumettent pas de soumissions complètes avec toutes les informations demandées dans le cadre de la présente demande de soumissions se verront attribuer une note en conséquence. Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe, Annexe **E** – Critères d'évaluation technique.

4.1.3. Évaluation financière

Afin de nous assurer que les soumissionnaires fournissent toutes les informations requises, nous avons élaboré une matrice pour les aider à remplir la section. Les soumissionnaires devraient remplir la matrice et l'inclure dans leur soumission.

- a) Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à l'**annexe C, Barème de prix – Base de paiement**.
- b) Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes ou des prix de lot, comme indiqué dans l'annexe C, en dollars canadiens. Les taxes applicables, les frais de transport supplémentaires et tous les droits de douane canadiens et les taxes d'accise sont exclus.

Le soumissionnaire doit présenter des prix fermes pour les cinq (5) premières années. Les prix des cinq (5) années d'option seront fermes et indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) canadien.

- c) Tous les tableaux de l'annexe C sont fournis en MS Excel. Les soumissionnaires doivent les remplir et les envoyer en format MS Excel.

d) Formules dans les tableaux d'établissement des prix

Si les tableaux d'établissement de prix fournis aux soumissionnaires dans l'annexe C comprennent des formules, le Canada pourrait saisir les prix fournis dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version transmise par le soumissionnaire.

4.1.4 Profil d'entreprise :

Le profil de l'entreprise devrait comprendre une brève description de chacun des éléments suivants :

- i. Un aperçu de l'entreprise qui inclut la structure organisationnelle du soumissionnaire et de son ou de ses sous-traitants, le nombre d'années en affaires, ses activités

commerciales, ses principaux clients, le nombre d'employés et la présence géographique;

- ii. L'historique de l'entreprise en ce qui concerne le système d'identification automatique (SIA) et les technologies connexes en général, et plus précisément la relation et l'expérience du soumissionnaire avec le composant de la solution proposée pour la station terrestre physique (STP) du SIA;
- iii. Un aperçu des connaissances et de l'expérience du soumissionnaire dans la livraison de STP du SIA, dans la mesure où celles-ci se rapportent aux objectifs de cette demande de soumissions.

4.1.5 Demandes de soumissions – Contrôle de validation de la soumission recevable classée au premier rang

- (a) Le Canada se réserve le droit de demander que le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme classée au premier rang (identifiée après l'analyse de la vérification des exigences techniques obligatoires, la confirmation et l'évaluation financière) effectue un contrôle de la validation de la soumission. Dans le cadre de ce contrôle, le Canada mettra à l'essai la STP proposée dans la soumission classée au premier rang afin de confirmer qu'elle fonctionne comme décrit dans la soumission et de valider le respect des exigences obligatoires et cotées décrites dans l'énoncé des besoins. Le contrôle aura lieu dans une zone de la ville de Québec qui recrée l'environnement technique décrit dans l'énoncé des besoins. Le Canada s'attend à ce que le soumissionnaire paie ses propres frais de déplacement et de salaire associés à tout contrôle de validation de la soumission.
- (b) Après avoir été informés par le Canada, les représentants autorisés du Canada communiqueront avec le soumissionnaire dans les sept (7) jours ouvrables pour commencer l'installation de la STP proposée. L'installation doit être terminée et la solution fonctionnelle dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant le début de l'installation (7,5 h/j). Le Canada effectuera alors le contrôle de validation. Un seul représentant du soumissionnaire doit être présent pendant le contrôle de validation pour servir de témoin. Un représentant technique nommé dans la soumission pour fournir un soutien technique devrait être disponible par téléphone pour des conseils techniques et des renseignements supplémentaires pendant le contrôle de validation de la soumission; toutefois, le Canada n'est pas tenu de retarder le contrôle si la personne n'est pas disponible. Lorsque le contrôle a commencé, il doit se terminer dans un délai de trois (3) jours ouvrables (7,5 h/j). Si l'une des contraintes ou des exigences obligatoires n'est pas respectée, le fournisseur sera avisé aussitôt que possible pour régler le problème ou apporter des clarifications durant les trois (3) jours ouvrables du contrôle de validation.
- (c) Le Canada consignera les résultats du contrôle de validation de la soumission conformément à l'annexe « F ». Si le Canada détermine que la STP proposée ne satisfait pas à l'une des contraintes ou des exigences obligatoires de la demande de soumissions, la soumission échouera au contrôle de validation et sera rejetée.
- (d) Si, au cours de l'installation initiale de la STP en vue du contrôle de validation, les représentants autorisés du Canada découvrent que des composants (y compris des logiciels) identifiés dans la soumission technique sont manquants ou fonctionnent mal, ils doivent interrompre le processus d'installation et en informer l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions.

- (e) Si le Canada détermine que les composants manquants ou défectueux sont identifiés dans la soumission technique, le Canada permettra au soumissionnaire de soumettre les composants manquants et les remplacements des composants défectueux. Ces composants doivent avoir été mis à la disposition du public sur le marché avant la date de clôture des soumissions. Dès réception des composants, le Canada vérifiera que (i) les composants étaient commercialement disponibles au public avant la date de clôture des soumissions; (ii) les composants ne comprennent pas de nouvelles versions du matériel ou du logiciel; (iii) les composants ont été identifiés dans la soumission technique. Le Canada décidera, à sa seule discrétion, si les composants supplémentaires peuvent être installés pour le contrôle de validation de la soumission. En aucun cas, les nouveaux composants ou logiciels nécessaires pour corriger des défauts ou répondre à des exigences obligatoires ne seront autorisés.
- (f) Si la note obtenue par un soumissionnaire au cours du contrôle de validation est inférieure à la note accordée à la soumission classée au deuxième rang, le Canada répètera le processus de contrôle avec la STP du soumissionnaire classé au deuxième rang, et ainsi de suite, en commençant par la section (b) de ce document. Ce processus peut se répéter plusieurs fois jusqu'à ce qu'un gagnant clair soit identifié. Dans le cas peu probable d'une égalité, des essais supplémentaires seront effectués jusqu'à ce que le produit retenu soit identifié.
- (g) Dans le cadre du contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire accorde au Canada une licence restreinte d'utilisation de la solution logicielle proposée à des fins d'essai et d'évaluation.

4.1.6 Demande de soumissions – Preuve de conformité - Homologation d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)

Le Canada exigera que le soumissionnaire dont la soumission recevable s'est classée au premier rang (soumission identifiée après l'analyse de la vérification obligatoire des exigences techniques, de la confirmation et de l'évaluation financière) fournisse une homologation du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (ISDE) confirmant que la radio peut être utilisée au Canada avant l'attribution du contrat et dans les 45 jours ouvrables suivant la phase du contrôle de la validité de la soumission (article 4.1.5).

Sources :

1. EBT article 2.1.4 Critère obligatoire - La STP du SIA doit avoir obtenu une certification radio pour une utilisation au Canada.
2. EBT article 2.2.13 Critère obligatoire - The AIS PSS's transponder must obtain certification from a certification body recognized by the Department of Innovation, Science and Economic Development (ISED)
3. EBT article 2.2.14 Critère obligatoire - La STP du SIA doit être certifiée selon la 6^e édition (ou une version ultérieure) du Cahier des charges sur les normes radioélectriques CNR-182 d'ISDE, qui concerne les émetteurs et les récepteurs radio pour le service de télécommunication maritime dans la bande de 156 à 162,5 MHz.

4.2 Méthode de sélection

1. Pour être jugée recevable, une offre doit :

- a. respecter toutes les exigences de la demande de proposition;
- b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires;

Les soumissions ne répondant pas aux exigences de (a) et (b) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution d'un contrat. Le ratio sera de 60 % pour le mérite technique et 40% pour le prix. **Les soumissionnaires sont avisés que les options seront considérés comme faisant partie de l'évaluation financière et l'évaluation financière du prix global sera le facteur de prix.**

2. Aux fins du calcul de la note attribuée au mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera déterminée comme suit : le nombre total de points obtenus sur le nombre maximal de points pouvant être accordés, multiplié par le rapport de 60%.

Aux fins du calcul de la note accordée au prix, chaque soumission recevable obtiendra une note établie au prorata en fonction du prix évalué le plus bas et du rapport de 40%.

Pour chaque soumission recevable, on additionnera la note relative au mérite technique et la note accordée au prix pour déterminer la cote combinée.

Ni la soumission recevable obtenant la note technique la plus élevée ni celle comportant le prix évalué le plus bas sera nécessairement acceptée. La soumission recevable dont la note combinée (mérite technique et prix) la plus élevée sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

EXEMPLE SEULEMENT :

Le tableau ci-dessous présente **un exemple** où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard de la valeur technique et du prix, respectivement. Le total des points techniques disponibles sont 500 et le nombre total de points financiers sont 40. Dans cet exemple, le prix évalué le plus bas est 750 000,00 \$.

Cote la plus élevée combinant le mérite technique (60%) et le prix (40%)			
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note pour la mérite technique	450/500	350/500	470/500
Prix Soumis	900,000	850,000	750,000
Calculations	Note pour la mérite technique	Prix Soumis	Note Total
Soumissionnaire 1	$450/500 \times 60 = 54$	$*750,000/900,000 \times 40 = 33.33$	87.33
Soumissionnaire 2	$350/500 \times 60 = 42$	$750,000/850,000 \times 40 = 35.29$	77.29
Soumissionnaire 3	$470/500 \times 60 = 56.4$	$750,000/750,000 \times 40 = 40.00$	96.40

Assumer trois soumissions recevables ont été reçus et la note technique maximale pouvant être obtenue est de 500 points. La note technique la plus élevée est au prorata contre la stipulé 95 points, tandis que la proposition de prix la plus basse reçue pourcentage coté complète et d'autres propositions sont calculés au prorata en conséquence.

*Représente la proposition ayant le prix le plus bas

Gagnant est le soumissionnaire le plus haut pointage total des points d'établir en ajoutant la note technique et la proposition de prix cotés. Selon les calculs ci-dessus, un contrat sera attribué au soumissionnaire 3, qui offre la note totale la plus élevée en prenant en considération le mérite technique et le prix de la proposition du soumissionnaire.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission correspond à des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause [A3050T](#).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'[Annexe 3.6](#), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

5.1.2.1.1 Clause du Guide des CUA **A3050T** (2020-07-01), Définition du contenu canadien

1. **Produit canadien** : Un produit entièrement fabriqué au Canada ou d'origine canadienne est considéré comme un produit canadien. Un produit dont des composantes sont importées peut aussi être considéré comme produit canadien aux fins de la politique, pourvu qu'il ait été suffisamment transformé au Canada pour être conforme à la définition des Règles d'origine établies par l'[Accord Canada-États-Unis-Mexique \(ACEUM\)](#). Aux fins de cette détermination, il faut remplacer le terme « territoire de l'une ou de plusieurs des Parties », qui figure dans les Règles d'origine de l'ACEUM, par celui de « Canada ». (Consulter la [section 3.130](#) et l'[Annexe 3.6](#) du Guide des approvisionnements pour plus d'informations.)
2. **Service canadien** : Un service fourni par un individu établi au Canada est considéré comme un service canadien. Lorsqu'un besoin consiste en l'achat de seulement un service, lequel est fourni par plus d'un individu, le service sera considéré comme canadien si au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission pour le service est fourni par des individus établis au Canada.
3. **Produits divers** : Lorsque les besoins consistent en l'achat de plusieurs produits, l'une des deux méthodes suivantes est appliquée :
 - a. évaluation globale : au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits canadiens; ou,
 - b. évaluation individuelle de chaque article : dans certains cas, chaque article de la soumission peut être évalué individuellement et des contrats peuvent être attribués à plus d'un fournisseur. Dans ces cas, les fournisseurs doivent alors indiquer séparément chaque produit qui est conforme à la définition des produits canadiens.
4. **Services divers** : Pour les besoins se composant de plus d'un service, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des services fournis par des individus établis au Canada.
5. **Combinaison de produits et de services** : Si à la fois des produits et des services doivent être achetés, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits et des services canadiens (tel que défini ci-dessus).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'[Annexe 3.6](#), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

6. **Autres produits et services canadiens** : Textiles : Les textiles sont considérés comme des produits canadiens lorsqu'ils sont conformes à une règle d'origine modifiée, dont il est possible d'obtenir des exemplaires auprès de la Division des vêtements et textiles, Direction des produits commerciaux et de consommation.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Capacité financière

1. **Exigences en matière de capacité financière :** Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.

- a. Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- b. Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.

-
- c. Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
- i. le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - ii. les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- d. Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- e. Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- f. Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- g. Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
2. Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
3. Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
4. **Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC:** Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :
- a. le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
 - b. le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

5. **Autres renseignements** : Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.
6. **Confidentialité** : Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la [Loi sur l'accès à l'information](#), L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).
7. **Sécurité** : Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les biens et les services décrits à l'annexe « C » - Base de paiement, barème de prix ci-joint et conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe « A », Énoncé des besoins techniques à l'annexe « B » ci-jointe et conformément aux modalités et conditions du présent contrat.

6.3 Processus d'autorisation des tâches

La totalité des travaux du contrat seront réalisés au « fur et à mesure des besoins », au moyen d'une autorisation de tâche (at). Les travaux décrits dans l'at doivent être conformes à la portée du contrat.

6.3.1 Processus d'autorisation des tâches

1. Le chargé de projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du formulaire « Autorisation de tâches » de l'annexe « D » avec une copie à l'autorité contractante de TPSGC.
2. L'autorisation de tâche comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'autorisation de tâche comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.

3. Dans les 5 jours civils suivant la réception de l'autorisation de tâche, l'entrepreneur doit fournir au chargé de projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'autorisation de tâche autorisée par le chargé de projet. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une autorisation de tâche le travail effectué sera à ses propres risques.

6.3.2 Limite d'autorisation de tâches

Le chargé de projet peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 5 000,00 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autoriser par le chargé de projet et l'autorité contractante avant d'être émise.

6.3.3 Rapports d'utilisation périodiques – Contrats avec autorisation de tâche

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport – Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre:

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

6.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.4.1 Conditions générales

2010A (2022-01-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4014 (2022-06-20) Suspension des travaux s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4013 (2022-06-20) Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.5 Durée du contrat

6.5.1 Période du contrat

La période du contrat est de cinq (5) ans à compter de la date d'attribution du contrat.

6.5.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus cinq (5) périodes supplémentaires d'un an chacune, selon les mêmes modalités et conditions. L'entrepreneur convient que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option en tout temps en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat. **Cette option doit être valide pour une période de cinq (5) ans à partir de la date d'attribution de la commande subséquente.**

6.5.3 Option – Article 4 : SIA – Station terrestre physique (SIA-STP) Supplémentaire

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter une autre quantité de SIA-STP jusqu'à 200 unités supplémentaires « au besoin » durant la période du contrat de la période conformément à l'annexe « C », barème de prix – Base de paiement, selon les mêmes modalités et conditions. L'entrepreneur convient qu'il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option en tout temps en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité

contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5.4 Option – Article 5 : Ensemble de pièces de rechange

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter des ensembles de pièces de rechange pour chaque atelier (28 ateliers) conformément à l'annexe « C », barème de prix – Base de paiement, selon les mêmes modalités et conditions. L'entrepreneur convient qu'il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option en tout temps en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat

6.5.5 Articles 6 et 7 : Formation supplémentaire

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter sept (7) séances de formation supplémentaire pendant les cinq années du contrat original et jusqu'à 10 d'autres séances de formation par année, « au besoin » durant la période du contrat de la période conformément à l'annexe B, barème de prix – Base de paiement, selon les mêmes modalités et conditions. L'entrepreneur convient qu'il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option en tout temps en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat

6.6. Préparation de la livraison

L'entrepreneur doit préparer le point de livraison conformément à l'annexe A, appendice B – Plan d'approvisionnement.

6.6.1 La livraison progressive - SIA – Station terrestre physique (STP)

La livraison doit être effectuée dans les ____ semaines à compter de la réception d'une autorisation de tâche approuvée en conformité avec l'annexe « G », y compris les points de livraison et calendrier de livraison mutuellement convenu avec la Garde côtière canadienne du chargé de projet. [*\(Les soumissionnaires doivent fournir leur meilleure prestation\).*](#)

6.6.2 Date de livraison – Séances de formation

La livraison doit être faite conformément à l'autorisation de tâches mutuellement convenu de la date et de l'heure.

6.6.3 Les accords sur les revendications territoriales globales

Le contrat est assujéti aux accords sur les revendications territoriales globales :

- Entente sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavut
- Accord définitif de la Première nation de Tsawwassen
- Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador

6.6.4 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » – Énoncé de travail appendice « D » – Lieu de livraison des ateliers du contrat.

6.7 Responsables

6.7.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Céline Munro

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Division des systèmes de navigation, sonar et radar
11, rue Laurier, Place du Portage III, Gatineau (Québec) K1A 0S5 Canada
Telephone: 819-661-1839
Courriel : celine.munro@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.7.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : *(à remplir après l'attribution du contrat)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.7.3 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est : *(à remplir après l'attribution de l'offre à commandes)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____ - _____ - _____
Télécopieur : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.7.4 Représentant de l'entrepreneur

Les demandes de renseignements généraux et la prestation suivi :

Nom de l'entreprise : _____
Adresse : _____
Nom de la personne-ressource : _____
Position: _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

6.8 Paiement

6.8.1 Bases de paiement – Autorisation des tâche AIS – Station terrestre physique (SIA-STP), Séances de formation et options (articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7)

Si l'entrepreneur exécute de manière satisfaisante toutes ses obligations contractuelles en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé, en dollars canadiens, un prix unitaire ferme ou un prix de lot pour les années 1 à 5, comme précisé à l'annexe C, Barème des prix – Base de paiement comme précisé dans l'AT approuvée. Dans le cas où les années d'option sont exercées, le prix de l'année d'option sera calculé en utilisant l'indice des prix à la consommation (IPC), mensuel, non désaisonnalisé, tableau 18-10-0004-01 pour tous les articles (Canada).

- Si l'option 1 (année 6) est exercée, le prix unitaire de l'option 1 (année 6) sera basé sur le prix offert pour l'année 5 et ajusté en fonction de la variation en pourcentage de l'indice d'ensemble pour le Canada, au cours des deux années civiles précédentes.
- Si l'option 2 (année 7) est exercée, le prix unitaire de l'option 2 (année 7) sera basé sur le prix offert pour l'année 6 et ajusté en fonction de la variation en pourcentage de l'indice d'ensemble pour le Canada, au cours des deux années civiles précédentes.
- Cette procédure sera répétée pour toutes les années d'option, si elles sont exercées.

En aucun cas, l'augmentation des valeurs annuelles ne doit dépasser 5,5 % ou être inférieure à 0 % pour une année donnée.

Les prix des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 seront ajustés en fonction de la variation en pourcentage de l'indice d'ensemble pour le Canada, comme publié par Statistique Canada, au cours des deux années civiles précédentes.

Exemple de scénario

Pour calculer le prix de l'option 1 (année 6) du contrat, selon laquelle l'option 1 (année 6) débutera le 1^{er} avril 2022, le prix de l'option 1 (année 6) sera augmenté de 3,49 % selon les hypothèses suivantes :

Année civile précédant de deux années l'année civile de la période d'option – janvier 2020 – décembre 2020

Mois	Indice
Janv. 2020	136,8
Févr. 2020	137,4
Mars 2020	136,6
Avril 2020	135,7
Mai 2020	136,1
Juin 2020	135,2
Juillet 2020	137,7
Août 2020	137,0
Sept. 2020	136,9
Oct. 2020	137,5
Nov. 2020	137,7
Déc. 2020	137,4
Somme des indices :	1 642,0

Année civile précédant l'année civile de la période d'option – janvier 2021 – décembre 2021

Mois	Indice
Janv. 2021	138,2
Févr. 2021	138,9
Mars 2021	139,6
Avril 2021	140,3
Mai 2021	141,0
Juin 2021	141,4
Juillet 2021	142,3
Août 2021	142,6
Sept. 2021	142,9
Oct. 2021	143,9
Nov. 2021	144,2
Déc. 2021	144,0
Somme des indices :	1 699,3

Variation en pourcentage = $(1\,699,3 - 1\,642,0) / 1\,642,0$

Variation en pourcentage = 3,49 %

Les frais de transport et tous les droits de douane et taxes d'accise applicables sont exclus. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement apporté à la conception ni pour toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements, ces modifications ou ces

interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.8.1.1 Les coûts de transport - Rendu droits acquittés (DDP) à destination

L'entrepreneur doit expédier les produits prépayés, y compris tous les frais de livraison à destination, tous les droits de douane et taxe d'accise compris, et les taxes applicables sont en sus. Les frais de transport payés d'avance doivent être indiqués à titre d'article distinct sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

6.8.1.2 Limitation des dépenses - Coûts de transport

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$(*Le Canada fournira une estimation de la limite de dépenses au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont incluse et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.8.1.3 Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte (Séances de formation – articles 2, 3, 6 et 7)

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la [Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Le Canada ne versera à l'entrepreneur aucune indemnité de faux frais pour les voyages autorisés.

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

Coût estimatif : _____ \$. (*Le Canada fournira une estimation de la limite de dépenses au moment de l'attribution du contrat*)

6.8.2 Base de paiement (Plan de formation - Article 8)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme en dollars canadiens tel que précisé à l'Annexe « C » – Base de paiement. Les droits de douane sont incluses et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.8.3 Base de paiement – Autorisations de tâches individuelles (Soutien à l'utilisation technique – réparation et remplacement)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé pour le temps et les matériaux selon les tarifs horaire indiqués à l'Annexe « C » – Base de paiement. La responsabilité du Canada à l'entrepreneur en vertu de l'autorisation de tâches ne doit pas dépasser le prix plafond précisé dans l'autorisation de tâche approuvée. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.8.4 Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (*à insérer au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Station terrestre physique du Système d'identification automatique et séances de formation (*Annexe B - articles 1 à 3 prix total estimatif pour la première de cinq ans*). _____ \$

Coûts de transport _____ \$

(*Le Canada fournira une estimation de la limite de dépenses au moment de l'attribution du contrat*)

Soutien à l'utilisation technique – réparation et remplacement _____ \$

(*Le Canada fournira une estimation de la limite de dépenses au moment de l'attribution du contrat*)

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.

4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.8.5 Taxes – entrepreneur établi à l'étranger

Sauf indication contraire dans le contrat, le prix ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Le prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe fédérale d'accise, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales. Si le Canada omettait de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

6.9 Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétées et livrées conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.10 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.11 Droits de douane – l'entrepreneur est l'importateur

1. Les biens fournis en vertu du contrat étant des approvisionnements de défense, une remise des droits de douane sur les importations au Canada peut être accordée en vertu du numéro tarifaire 9982.00.00, des annexes du *Tarif des douanes*.
2. La remise des droits de douane payables peut être accordée selon le numéro tarifaire 9982.00.00 lorsque la valeur totale du contrat des approvisionnements de défense est de 250000 \$CAN ou plus. Cette valeur comprend la valeur à l'importation des biens plus le droit qui serait applicable en l'absence du *Tarif des douanes*.
3. L'entrepreneur sera responsable de voir à la remise des droits de douane à l'importation ou au paiement de ces mêmes droits et de demander un remboursement à l'Agence des services frontaliers du Canada. L'entrepreneur est également responsable de demander à Travaux publics et

Services gouvernementaux Canada, en temps opportun, l'attestation exigée en vertu du *Tarif des douanes*.

6.12 Instructions relatives à la facturation

6.12.1 Instructions relatives à la facturation - Station terrestre physique du Système d'identification automatique et séances de formation (Articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8)

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement :

Garde côtière canadienne
200, rue Kent
Ottawa (Ontario), Canada K1A 0E6
Station : _____
Email : _____

Attention : _____ *(to insérer après l'attribution de l'offre à commandes)* aux fins d'attestation et de paiement;

- (b) Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.
- (c) Un (1) exemplaire électronique doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article 6.7.1 intitulé « Responsables » du contrat.

Les frais de transport payés d'avance doivent être indiqués à titre d'article distinct sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

6.12.2 Instructions relatives à la facturation - Soutien à l'utilisation technique – réparation et remplacement)

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par :

- une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- une copie du document de libération et de tout autre document précisé dans le contrat;
- une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
- une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement :

Garde côtière canadienne
200, rue Kent
Ottawa (Ontario), Canada K1A 0E6
Station : _____
Email : _____

Attention : _____ *(to insérer après l'attribution de l'offre à commandes)* aux fins
d'attestation et de paiement;

- (b) Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.
- (d) Un (1) exemplaire électronique doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article 6.7.1 intitulé « Responsables » du contrat.

Les frais de transport payés d'avance doivent être indiqués à titre d'article distinct sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

6.13 Attestations et renseignements supplémentaires

6.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.13.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.13.3 Attestation du contenu canadien

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation relative au contenu canadien qui a été fournie par l'entrepreneur est exacte et complète et que les produits, les services ou les deux devant être fournis conformément au contrat sont conformes à la définition contenue dans la clause [A3050T](#).
2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'origine des produits, services ou les deux fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, l'entrepreneur ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du contrat, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu du contrat. Au cours de cette période de rétention, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, inspections et examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les

renseignements sur les dossiers et documents exiger par les représentants du Canada de temps à autre.

3. Cette clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada peut par ailleurs avoir en vertu du contrat.

6.14 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.15 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires :
 - 4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel
 - 4014 (2022-06-20) Suspension des travaux
 - 4013 (2022-06-20) Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place
- c) les conditions générales (2022-01-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne)
- d) Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) Annexe B, Énoncé technique du besoin;
- f) Annexe C, Barème de prix - Base de paiement;
- g) Annexe D, Formulaire d'autorisation de tâche;
- h) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*).

6.16 Marchandises excédentaires

La quantité de marchandise que l'entrepreneur doit livrer est spécifiée dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable des marchandises excédentaires livrées, peu importe si ces marchandises ont été livrées volontairement ou suite à une erreur de la part de l'entrepreneur. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour la livraison de marchandises excédentaires, et il ne retournera pas lesdites marchandises à l'entrepreneur, sauf si ce dernier accepte de payer tous les coûts liés à leur retour, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts administratifs, d'expédition et de manutention. Le Canada se réserve le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

6.17 Ensembles incomplets

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité contractante.

6.18 Marquage

L'entrepreneur doit s'assurer que le nom du fabricant et le numéro de pièce sont clairement estampillés ou gravés sur chaque article aux fins d'identification formelle.

6.19 Etiquetage

L'entrepreneur doit s'assurer que les numéros du fabricant et de la spécification apparaissent sur chaque article, soit imprimés sur le conteneur ou sur une étiquette adhésive rencontrant la plus haute norme commerciale apposée sur le conteneur.

6.20 Inspection et acceptation

Le consignataire à destination sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.21 Assurance – aucune exigence particulière

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

6.22 Instructions d'expédition – livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP) (*adresse de la destination sera fournie à chaque autorisation de tâche*) selon les Incoterms 2020 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

L'entrepreneur doit expédier les produits prépayés, y compris tous les frais de livraison à destination. Les frais de transport payés d'avance doivent être indiqués à titre d'article distinct sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

6.23 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

-
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

6.24 Procédures pour modification/altération de conception

L'entrepreneur doit suivre les procédures suivantes pour toute modification/altération de conception proposé aux spécifications du contrat.

L'entrepreneur doit remplir la partie 1 du formulaire [PWGSC-TPSGC 9038 \(PDF 241 KB\)](#), Modification au modèle/écart, et en envoyer une (1) copie au responsable technique et le chargé au projet et une (1) copie à l'autorité contractante.

L'entrepreneur sera autorisé à procéder sur réception du formulaire signé par l'autorité contractante. Une modification au contrat sera émise afin d'incorporer la modification/altération de conception dans le contrat.

ANNEXE "A"

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Insérer 20 pages)

DRAFT



Fisheries and Oceans
Canada

Pêches et Océans
Canada

Coast Guard

Garde côtière

ANNEXE A

Station terrestre physique du Système d'identification automatique



Canadian Coast Guard

**ÉNONCÉ DES
TRAVAUX**

Canada

Publié avec l'autorisation de :

Direction Services techniques

Pêches et Océans Canada

Garde côtière canadienne

Ottawa (Ontario)

K1A 0E6

GCdocs n° 23443269

STP SIA GCC

Énoncé des travaux

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2017

Modèle de document : Anglais
Format d'impression : Recto verso
Dernière révision : Avril 2020
Compatibilité : Word 2010



Imprimé sur du papier recyclé

TABLE DES MATIÈRES

1.	CONTEXTE	5
1.1.	CONTEXTE OPÉRATIONNEL	5
1.2.	CONTEXTE TECHNIQUE	6
2.	PORTÉE	7
2.1.	OBJET	7
2.2.	LISTE DES LIVRABLES	7
3.	DOCUMENTS PERTINENTS.....	7
4.	PRODUITS LIVRABLES	8
4.1.	FOURNITURE DE STATIONS TERRESTRES PHYSIQUES (STP) DU SIA	8
4.1.1.	Exigences fondamentales.....	8
4.1.2.	Plan d’approvisionnement.....	9
4.1.3.	Lieux de livraison.....	9
4.1.4.	Garantie.....	9
4.2.	FOURNITURE DE PIÈCES DE RECHANGE	9
4.3.	DOCUMENTATION	9
4.4.	FORMATION TECHNIQUE	10
4.4.1.	Plan de formation.....	10
4.4.2.	Séances de formation	11
4.4.3.	Matériel de formation.....	12
4.5.	SOUTIEN À L’UTILISATION	12
4.5.1.	Exigences générales en matière de soutien	12
4.5.2.	Exigences en matière de réparation et de remplacement.....	12
5.	EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES.....	13
5.1.	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	14
5.2.	ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DE L’ENTREPRENEUR.....	14

5.3.	CONSOMMATION D'ÉNERGIE	14
5.4.	PROMOTION DE LA RÉDUCTION DES MATÉRIAUX	14
5.5.	RECYCLAGE	14
5.6.	MATIÈRES DANGEREUSES	15
6.	RÉUNIONS.....	15
6.1.	RÉUNION DE LANCEMENT	15
ANNEXE	16
	ANNEXE A – LISTE DES SIGLES.....	16
	ANNEXE B – PLAN D'APPROVISIONNEMENT	17
	ANNEXE C – FORMAT DE LA DOCUMENTATION	18
	ANNEXE D – LIEUX DE LIVRAISON DES ATELIERS	19

1. CONTEXTE

1.1. CONTEXTE OPÉRATIONNEL

Le mandat des Services de communication et de trafic maritimes (SCTM) de la Garde côtière canadienne (GCC) consiste à garantir le déplacement sécuritaire du trafic maritime dans les eaux canadiennes. La mission des SCTM consiste à fournir des services de communications et de trafic à la communauté maritime et, dans l'intérêt du grand public, d'assurer :

- la sauvegarde de la vie humaine en mer, conformément aux accords internationaux;
- la protection de l'environnement grâce à une bonne gestion du trafic;
- la transmission d'information à des fins commerciales et d'intérêt national.

Pour soutenir la mission des SCTM, la GCC exploite un système d'identification automatique (SIA) qui comprend cent dix-neuf (119) installations SIA au Canada. Ce système est exploité jour et nuit, tous les jours de l'année, et offre une disponibilité de service de 99,7 %.

Ces installations SIA sont interconnectées au réseau opérationnel de la GCC (OpNet), qui intègre également les autres composantes du SIA et le système intégré d'information sur la navigation maritime (INNAV).

Outre les SCTM, le SIA prend en charge d'autres exigences des différents programmes de la GCC.

Le SIA en place comprend les éléments suivants :

- Station terrestre physique (STP);
- Station terrestre logique (STL);
- Gestion des services du SIA;
- Base de données du SIA.

Les STP du SIA sont réparties géographiquement comme suit :

- 3 sites dans l'Arctique
- 39 installations sur la côte atlantique
- 51 installations le long du fleuve Saint-Laurent et des Grands Lacs
- 26 installations sur la côte du Pacifique

1.2. CONTEXTE TECHNIQUE

La GCC compte sur un personnel technique présent dans tout le Canada, qui assure la maintenance préventive et corrective de tout le matériel électronique, y compris le SIA. Au total, 28 ateliers électroniques soutiennent le SIA. Ces ateliers sont répartis comme suit :

- Arctique : 2 ateliers
- Atlantique Nord : 6 ateliers
- Atlantique Sud : 5 ateliers
- Fleuve Saint-Laurent : 6 ateliers
- Grands Lacs : 5 ateliers
- Pacifique : 4 ateliers

Enfin, la GCC dispose d'un collège situé à Sydney, en Nouvelle-Écosse, qui offre la formation opérationnelle et technique.

Les STP du SIA en place prennent de l'âge et deviennent difficiles à entretenir en raison du manque de pièces de rechange et de services de soutien externe. Ce projet vise à remplacer uniquement les **STP** du SIA de la GCC. La GCC souhaite garder intactes toutes les autres composantes du SIA.

2. PORTÉE

2.1. OBJET

La GCC a besoin d'acquérir de nouvelles STP du SIA et des produits livrables connexes, comme le décrit le présent énoncé des travaux, afin de permettre un remplacement progressif dans les diverses régions.

2.2. LISTE DES LIVRABLES

Les produits livrables sont les suivants :

- Fourniture de STP du SIA, conformément à la section 4.1
- Fourniture de pièces de rechange, conformément à la section 4.2
- Documentation, conformément à la section 4.3
- Formation, conformément à la section 4.4
- Soutien en service, conformément à la section 4.5

3. DOCUMENTS PERTINENTS

Les documents suivants s'appliquent au présent projet :

- a) Annexe B – Système d'identification automatique – Énoncé des besoins techniques des STP, février 2022.
- b) Recommandation A-124 de l'Association internationale de signalisation maritime sur les aspects relatifs aux stations terrestres et à la mise en réseau des services du système d'identification automatique (SIA). Édition 1.1, décembre 2003
- c) Recommandation UIT-R M.1371-1 de l'Union internationale des télécommunications, Caractéristiques techniques pour un système d'identification automatique universel à bord des navires utilisant l'accès multiple par répartition dans le temps dans la bande mobile maritime de très haute fréquence (VHF). Avril 2001
- d) Précision technique sur la recommandation UIT-R M.1371-1, édition 1.4 de l'ISM.
- e) IEC 62320-1 (FDIS ou PAS) : Maritime navigation and radiocommunication equipment and systems - Automatic identification systems (AIS) - Part 1: Fixed AIS stations (AIS base station, limited AIS base station and AIS simplex repeater station) - Performance requirements, methods of testing and required test results.
- f) IEC 61162-1, Maritime navigation and radiocommunication equipment and systems - Digital interfaces - Part 1: Single talker and multiple listeners. Juillet 2000
- g) IEC 61162-100 PAS, Maritime navigation and radio communication

equipment and systems – Digital Interfaces, Part 1 Single talker and multi listeners – Extra requirements to IEC 61162-1 for the UAIS. Avril 2002

- h) NMB-003 – Norme sur le matériel brouilleur pour les appareils numériques d'Industrie Canada, 4^e édition, février 2004.
- i) CAN/CSA-CEI/IEC CISPR 22:02 – Association canadienne de normalisation – Limites et méthodes de mesure des caractéristiques de perturbations radioélectriques produites par les appareils de traitement de l'information, 2002.
- j) Organismes de certification reconnus par Industrie Canada pour certifier les équipements aux exigences canadiennes en matière de radiocommunication et de radiodiffusion – disponible sur Internet, <https://ised-isde.canada.ca/site/accords-reconnaissance-mutuelle/fr/organismes-devaluation-conformite/organismes-certification>, 28 avril 2022.
- k) CNR-182, Politique sur la gestion du spectre et les télécommunications – Émetteurs et récepteurs radio maritimes fonctionnant dans la bande 156-162,5 MHz, 4^e édition, septembre 2003.

4. PRODUITS LIVRABLES

4.1. FOURNITURE DE STATIONS TERRESTRES PHYSIQUES (STP) DU SIA

4.1.1. Exigences fondamentales

- a) La STP du SIA fournie doit être entièrement conforme à l'annexe B de l'énoncé des besoins techniques des STP du Système d'identification automatique.
- b) Les STP du SIA fournies ne doivent pas être des unités de développement. Seul l'équipement commercial du SIA dont le fonctionnement est éprouvé est acceptable.
- c) L'entrepreneur doit fournir, avec son offre, une déclaration écrite du fabricant des STP du SIA selon laquelle les unités proposées seront prises en charge pendant une durée d'au moins **10 ans** suivant l'attribution du contrat et que le fabricant a accès à une capacité de fabrication de matériel suffisante pour assurer la disponibilité des pièces pour l'entretien et les réparations pendant au moins cette période.
- d) Au terme de la période de 10 ans, l'entrepreneur doit fournir un avis écrit à la GCC, un (1) an avant de cesser de fournir ou de soutenir l'équipement de la STP du SIA, afin de permettre à la GCC d'acheter suffisamment de pièces de rechange pour le reste du cycle de vie du système. Si la GCC ne reçoit pas un tel avis et que les pièces de rechange nécessaires ne sont plus disponibles auprès du fabricant, il incombe à l'entrepreneur de trouver des

solutions de rechange.

4.1.2. Plan d'approvisionnement

- a) L'entrepreneur doit fournir tout l'équipement conformément au plan d'approvisionnement (voir l'annexe B).

4.1.3. Lieux de livraison

- a) L'entrepreneur doit livrer l'équipement à l'une des adresses figurant dans l'annexe D.
- b) L'entrepreneur doit effectuer des **essais de production de l'unité** sur chaque pièce d'équipement livrée, à sa sortie de la chaîne de production et avant sa livraison à la GCC. Ces tests doivent être effectués conformément aux procédures d'essais publiées par l'entrepreneur et fournies à la GCC. Une copie des résultats de ces essais doit être incluse dans l'envoi, avec chaque pièce d'équipement. La GCC se réserve en outre le droit d'assister à un essai de production de l'unité pendant sa tenue.

4.1.4. Garantie

- a) Les conditions du plan d'approvisionnement, présenté à l'annexe B, s'appliquent à toutes les expéditions pendant la période de garantie.

4.2. FOURNITURE DE PIÈCES DE RECHANGE

- a) L'entrepreneur doit présenter une recommandation et une proposition de prix en fonction du meilleur élément remplaçable sur place (LRU) selon la construction de la STP du SIA, et **recommander un ensemble de pièces de rechange** pour chaque atelier, afin de respecter la philosophie relative à l'entretien de la GCC.
- b) L'objectif des éléments remplaçables sur place (LRU) est de fournir à la GCC un moyen de réparer rapidement la STP du SIA sur place, sans avoir à renvoyer l'unité au fabricant et à attendre son retour avant que le service soit de nouveau disponible. Si le remplacement des LRU ne résout pas le problème, la GCC procédera alors au remplacement complet de la STP du SIA par une unité de rechange. L'entrepreneur doit fournir une garantie et un soutien pour les LRU ainsi que pour les STP du SIA complètes. Cette philosophie de maintenance aide la GCC à maintenir le SIA opérationnel et à répondre à ses exigences en matière de disponibilité.

4.3. DOCUMENTATION

- a) L'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, fournir une (1) copie électronique de la documentation sur les STP du SIA (manuels d'exploitation et techniques) dans les deux langues officielles

aux fins d'examen par l'autorité technique.

- b) L'examen par la GCC de la documentation commerciale servira à évaluer si elle contient un niveau de détail suffisant pour permettre aux techniciens de la GCC de prendre les mesures suivantes :
- Installation, configuration, optimisation et essai de mise en service de la STP du SIA;
 - Entretien préventif et vérification des paramètres clés;
 - Entretien correctif, dépannage, diagnostic et remplacement de pièces afin de réparer les unités défectueuses, à hauteur du LRU, comme il est défini à la section 4.2, et rétablissement de la STP du SIA dans son état de fonctionnement de base, comme indiqué dans l'énoncé des besoins techniques;
 - Tous les outils, logiciels, équipements de test et références nécessaires pour effectuer la maintenance préventive et corrective;
 - Documentation relative au logiciel et utilisation des outils logiciels;
 - Exploitation de la STP.
- c) Si la GCC estime que la documentation ne répond pas à ces exigences, un complément à la documentation commerciale doit être produit dans les 30 jours ouvrables suivant l'examen de la GCC, afin de répondre aux objectifs de documentation décrits en b).
- d) Toute la documentation doit être conforme à l'**annexe C – Format de la documentation**.
- e) La documentation doit être rédigée dans les deux langues officielles.

4.4. FORMATION TECHNIQUE

4.4.1. Plan de formation

- a) L'entrepreneur doit fournir un plan de formation technique, sur la STP du SIA au plus tard 20 jours ouvrables après l'attribution du contrat à l'autorité technique de la GCC aux fins d'examen et d'acceptation.
- b) Le plan de formation doit définir et décrire les objectifs du cours, les plans et le programme du cours, le matériel didactique, le manuel du formateur, le manuel du participant, le guide d'évaluation et le matériel de formation requis.
- c) L'entrepreneur doit supposer que tous les technologues d'entretien de la GCC ont obtenu le diplôme de technologue en électronique avec des connaissances en théorie de l'électronique, ont de l'expérience sur le terrain dans ce domaine, et possèdent une connaissance approfondie des théories et principes de l'électronique, de la communication, de l'informatique et des techniques de génie électronique de base.
- d) La formation des technologues d'entretien de la GCC doit être une

formation dirigée par un instructeur et fournie par l'entrepreneur.

- e) La formation technique doit avoir pour principe que le personnel technique de la GCC doit remplacer la plus petite unité remplaçable (LRU) et rétablir le plein fonctionnement de l'équipement de la STP du SIA.
- f) La formation technique doit être une formation pratique principalement axée sur la maintenance préventive, la maintenance corrective et le dépannage de la STP du SIA. L'installation et la configuration de la STP du SIA doivent également faire partie de la formation, mais dans une bien moindre mesure.
- g) La formation technique doit comprendre la présentation des outils logiciels utilisés pour l'entretien et le dépannage des unités de la STP du SIA. Elle doit aussi aborder les valeurs nominales de radiofréquence pour vérifier et confirmer le bon fonctionnement de la STP du SIA.
- h) À chaque séance de formation, l'entrepreneur s'assure que chaque groupe de deux participants dispose d'au moins un (1) dispositif de STP du SIA aux fins de formation (jusqu'à huit participants) pour permettre aux participants de se familiariser avec les fonctions et les caractéristiques de la STP du SIA et d'en faire une utilisation pratique. La GCC fournira quatre (4) STP et des ensembles de LRU aux fins de formation.
- i) La GCC fournira des trousseaux d'essai du SIA (Aeromarine SRT Ltd. AIS Tester M1) pour la formation technique.
- j) La GCC fournira la salle de formation et l'équipement visuel pour toutes les séances de formation.
- k) La formation doit être d'une durée maximale de quatre (4) jours ouvrables.
- l) Le cours de formation doit avoir lieu pendant les heures normales de travail et durer tout au plus sept heures et demie (7,5 heures) par jour.
- m) L'heure et la date des formations seront convenues d'un commun accord avec au plus 30 jours civils de préavis.

4.4.2. Séances de formation

- a) L'entrepreneur est responsable de fournir la formation pour un maximum de huit (8) étudiants par séance aux endroits suivants :
 - i. St. John's (T.-N.-L.);
 - ii. Placentia (T.-N.-L.);
 - iii. Port aux Basques (T.-N.-L.);
 - iv. Sydney (N.-É.);
 - v. Halifax (N.-É.);
 - vi. 3 x Québec (QC);
 - vii. Sarnia (Ont.);
 - viii. Victoria (C.-B.);
 - ix. Prince Rupert (C.-B.);

- x. Richmond (C.-B.).
- b) La GCC peut demander autant de séances de formation que nécessaire à l'un ou l'autre des endroits énumérés pendant la durée du contrat.
- c) L'entrepreneur est responsable de fournir le plan de cours et le matériel pour donner les cours.

4.4.3. Matériel de formation

- a) L'entrepreneur doit fournir une copie électronique du manuel de formation, qui devra être approuvé par la GCC, dans les 20 jours ouvrables suivant l'approbation du plan de formation.
- b) La GCC se réserve le droit de réutiliser le matériel de formation fourni dans le cadre de ce contrat pour former ses propres techniciens à l'interne.
- c) Le manuel de formation doit être rédigé dans les deux langues officielles (français et anglais).
- d) L'entrepreneur doit fournir une copie papier du manuel de formation (en français ou en anglais) à chaque participant lors d'une séance de formation.

4.5. SOUTIEN À L'UTILISATION

L'entrepreneur doit fournir à la **GCC le service de réparation ou de remplacement des LRU et des STP du SIA**. Ce service doit être conforme aux exigences suivantes.

4.5.1. Exigences générales en matière de soutien

- a) L'entrepreneur doit fournir un point de contact unique pour traiter tous les retours et réparations d'équipements défectueux ainsi que les procédures de manipulation et de retour de ces équipements.
- b) L'entrepreneur doit posséder des installations de réparation de l'équipement de STP du SIA et des ressources de soutien technique capables de prendre en charge tout l'équipement acheté aux termes du présent contrat.
- c) L'entrepreneur doit fournir les mises à niveau des logiciels et des micrologiciels dès qu'elles sont offertes.

4.5.2. Exigences en matière de réparation et de remplacement

- a) La GCC informera l'entrepreneur de toute STP ou tout LRU défectueux en utilisant la méthode préférée de l'entrepreneur, soit le courriel ou le portail Web de soutien.
- b) À la réception d'un avis de pièce défectueuse de la GCC, l'entrepreneur doit fournir une autorisation de retour de matériel (ARM) à la GCC dans

les trois jours ouvrables.

- c) La GCC expédiera la pièce défectueuse à l'entrepreneur aux fins d'enquête.
- d) Si l'unité est toujours sous garantie, l'entrepreneur doit procéder immédiatement à sa réparation ou à son remplacement sans frais. L'unité réparée ou de remplacement doit être retournée dans les **quatre semaines** suivant sa réception par l'entrepreneur.
- e) Si l'unité est hors garantie, l'entrepreneur doit fournir à la GCC un devis pour la réparation ou le remplacement de l'unité défectueuse dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de la pièce défectueuse. Le devis doit être transmis par courriel à l'autorité technique (AT) aux fins d'approbation avant l'exécution des travaux. L'AT informera par courriel de l'acceptation du devis avec une autorisation de tâche. L'unité réparée ou de remplacement doit être retournée dans les **quatre semaines** suivant la réception de l'autorisation de tâche aux installations de l'entrepreneur.
- f) Dès l'envoi de la pièce réparée ou remplacée, l'entrepreneur doit expédier l'équipement réparé ou remplacé à l'atelier régional de la GCC d'origine et mettre à jour le numéro de bordereau d'expédition et toute autre information qui peut être utilisée pour le suivi de l'envoi à la GCC par l'atelier.
- g) Dans le cas où une pièce de rechange n'est pas facilement disponible, l'entrepreneur doit immédiatement en informer l'AT et fournir la date de livraison estimée. Les renseignements fournis doivent comprendre l'emplacement, le numéro de référence et, le cas échéant, le nom de la pièce, le nom du fabricant, le numéro de la pièce et le numéro de série.
- h) Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que l'équipement réparé ou remplacé a été testé et, dans le cas des composants, qu'il est compatible avec la STP du SIA et en état de fonctionnement avant de le renvoyer à la GCC.
- i) L'entrepreneur doit fournir un rapport de défektivité indiquant la composante ou le module défectueux. Ce rapport doit aussi indiquer le numéro de pièce ou le numéro de série, la quantité (le cas échéant), l'emplacement du site, la description de la défektivité et la cause la plus probable.
- j) L'entrepreneur doit tenir une liste de toutes les demandes de réparation de la GCC depuis le début du contrat. Il doit y consigner, pour chaque demande, l'auteur de la demande, la date, l'équipement défectueux (et son numéro de série), l'état de la réparation (terminée ou en cours), la solution et le coût de réparation. La liste doit être envoyée à la GCC chaque trimestre ou sur demande.

5. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

5.1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- a) Le gouvernement du Canada prend actuellement des initiatives à l'égard de l'équipement électronique, directement ou indirectement, par des programmes qui favorisent les achats écologiques et le recyclage des produits. Par conséquent, l'entrepreneur doit respecter les normes de protection de l'environnement applicables à l'équipement de la station terrestre physique du SIA de la GCC, tel qu'il est indiqué dans la présente section. En outre, les pratiques et les documents d'installation et de construction doivent être conformes aux pratiques exemplaires afin d'atténuer les répercussions négatives sur l'environnement.

5.2. ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DE L'ENTREPRENEUR

- a) Système de gestion environnementale – L'entrepreneur doit disposer d'un système de gestion environnementale conforme aux exigences de la norme ISO 14001, ou à une norme équivalente.
- b) Politique environnementale – L'entrepreneur doit se doter d'une politique environnementale documentée et à jour. Cette politique doit comprendre un engagement à l'égard de la protection de l'environnement, de la prévention de la pollution, de la conformité aux lois sur l'environnement et de l'amélioration continue. La politique doit être transmise de manière efficace à l'ensemble de l'organisation, qui doit bien la comprendre. L'entrepreneur doit aussi être en mesure de prouver la mise en œuvre de la politique.

5.3. CONSOMMATION D'ÉNERGIE

- a) L'entrepreneur doit divulguer les renseignements sur la consommation électrique moyenne, minimale et maximale de ses produits pour chaque mode de fonctionnement dans le cadre de sa soumission.

5.4. PROMOTION DE LA RÉDUCTION DES MATÉRIAUX

- a) L'entrepreneur doit consigner et quantifier toute l'utilisation de matériaux recyclés dans l'enveloppe de plastique ou d'autres composants de l'équipement présentée en vertu du présent contrat.
- b) L'entrepreneur doit établir si son emballage est composé de moins d'éléments ou d'éléments recyclés aux fins d'expédition, p. ex. boîtes contenant 35 % de fibre post-consommation pour le carton ondulé.
- c) L'entrepreneur doit réduire au minimum la quantité et le poids de tout emballage et matériau d'expédition non recyclable, p. ex. remplacement du polystyrène et de la mousse de polystyrène par du papier moulé ou des substituts de carton.

5.5. RECYCLAGE

- a) L'entrepreneur doit indiquer si le contenu de matériaux figure sur les

composants afin de faciliter le recyclage en fin de vie.

5.6. MATIÈRES DANGEREUSES

- a) Aux termes du présent contrat, l'entrepreneur doit divulguer l'information concernant toute matière dangereuse que contient l'équipement, ainsi que la quantité.
- b) L'entrepreneur doit fournir une fiche signalétique pour toutes les matières dangereuses contenues dans l'équipement visé par le présent processus d'approvisionnement.
- c) L'entrepreneur doit garantir une utilisation minimale de toutes les matières dangereuses dans son produit.
- d) Aux termes du présent contrat, l'entrepreneur doit divulguer l'information concernant toutes les substances réglementées que contient l'équipement, ainsi que la quantité, par exemple, les biphényles polychlorés (BPC).

6. RÉUNIONS

6.1. RÉUNION DE LANCEMENT

- a) Une réunion de lancement de projet doit avoir lieu entre l'entrepreneur, TPSGC et la GCC dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, selon un accord mutuel entre l'entrepreneur, TPSGC et la GCC, et ce, pour :
 - i) présenter les équipes de gestion de la GCC, de TPSGC et de l'entrepreneur;
 - ii) examiner les produits livrables;
 - iii) discuter des risques associés au projet et de toute autre question qui pourrait influencer sur le projet ou sur la performance de l'équipement ou sa livraison;
 - iv) clarifier toutes les questions non réglées au sujet des exigences, du contrat et de la proposition de l'entrepreneur;
 - v) discuter de tout autre sujet;
 - vi) visiter les installations de l'entrepreneur et des sous-traitants.

ANNEXE

ANNEXE A – LISTE DES SIGLES

SIA	Système d'identification automatique
GCC	Garde côtière canadienne
COTS	Disponible sur le marché
ÉFG	Équipement fourni par le gouvernement
AISM	Association internationale de signalisation maritime
CÉI	Commission électrotechnique internationale
INNAV	Système d'information sur la navigation maritime
UIT	Union internationale des télécommunications
LRU	Éléments remplaçables sur place
STL	Station terrestre logique
SCTM	Services de communication et de trafic maritimes
OpNet	Réseau opérationnel
STP	Station terrestre physique
RF	Radiofréquence
EAS	Essai d'acceptation de site
ÉDT	Énoncé des travaux
ÉBT	Énoncé des besoins techniques
VHF	Très haute fréquence

ANNEXE B – PLAN D'APPROVISIONNEMENT

- a) Toutes les unités et les pièces de rechange et de réparation qui sont fournies par l'entrepreneur doivent être emballées, identifiées et étiquetées clairement avec le nom du fabricant, le nom et la description de l'article, ainsi que le numéro de pièce. Les pièces de rechange destinées à des équipements particuliers doivent être emballées séparément et étiquetées en conséquence.
- b) L'entrepreneur est responsable (le cas échéant) du conditionnement des pièces pour un entreposage à long terme. Elles doivent être enduites d'un revêtement protecteur et placées dans un paquet ou un emballage scellé et approuvé par le fabricant de l'équipement ou de l'élément. Des boîtes convenables doivent être utilisées pour emballer un article conformément aux pratiques commerciales courantes. Cependant, si une boîte est utilisée, elle doit contenir une liste de contenu qui ne s'estompe pas et est à l'épreuve des dégâts et des taches. Les pièces de rechange de plus de 20 kg doivent être emballées dans des caisses en bois dotées de poignées.
- c) Pour déterminer quel emballage utiliser, l'entrepreneur doit tenir compte de la nature de l'article, des besoins logistiques connus et de la quantité. La sélection des matériaux d'emballage doit prendre en compte le caractère jetable, la réutilisation, le recyclage et la conservation. L'entrepreneur doit également énoncer toutes les exigences et conditions spéciales d'entreposage et d'entretien qui peuvent s'appliquer aux articles de rechange et de réparation pendant leur stockage.
- d) L'entrepreneur doit fournir des contenants réutilisables pour les pièces et le matériel de rechange qui seront renvoyés régulièrement à des fins de reconditionnement et d'entretien.
- e) L'entrepreneur doit emballer et étiqueter toutes les matières dangereuses conformément à l'ensemble des lois et des règlements fédéraux, provinciaux et internationaux.
- f) L'entrepreneur doit fournir un emballage conçu pour résister aux conditions de la logistique et dont la qualité assure une protection et une conservation pour la livraison sécuritaire de l'article à sa destination. Une livraison sécuritaire signifie qu'elle n'endommage pas le contenu du colis.
- g) L'entrepreneur doit fournir une liste d'emballage indiquant clairement le contenu de chaque envoi et sur laquelle figure le numéro de contrat ou de bon de commande.

ANNEXE C – FORMAT DE LA DOCUMENTATION

a) Langue

Toutes les publications techniques associées à l'équipement et aux systèmes doivent être fournies en **anglais et en français, les deux langues officielles du Canada**.

Lorsque des publications techniques sont offertes en une seule des deux langues officielles, l'entrepreneur doit prendre des dispositions pour que les documents soient traduits. L'entrepreneur doit certifier que des personnes qualifiées autres que le traducteur original ont vérifié l'exactitude et le caractère adéquat de la traduction. L'entrepreneur doit corriger toutes les erreurs ou les omissions dans les documents traduits, à ses propres frais.

b) Acceptation des publications

L'utilisation de publications commerciales existantes (du produit disponible sur le marché) est acceptable à condition qu'elles répondent aux exigences énumérées ici. Les manuels existants doivent être présentés à l'autorité technique de la GCC aux fins d'examen et d'approbation. Si les publications ou les listes ne peuvent pas être acceptées pour des raisons de lisibilité, de contenu ou de format techniques, l'entrepreneur peut être tenu de présenter de nouveau un ensemble de publications en format papier comprenant les modifications nécessaires, ou de produire une documentation supplémentaire pour qu'on la juge acceptable.

c) Droits sur les données

Le Canada doit avoir les droits d'utilisation des données livrées selon les exigences du présent énoncé des travaux conformément aux modalités énoncées dans le contrat.

d) Support

Les documents doivent être fournis en format papier et électronique, selon les quantités précisées par la GCC.

e) Copie papier

Les données et documents sur support papier doivent être acquis de façon à ce que la GCC n'ait pas à reproduire les données et les documents pour répondre à ses besoins opérationnels immédiats.

f) Copie électronique

Chaque publication papier fournie par l'entrepreneur doit aussi être fournie en version électronique, en format PDF universel.

ANNEXE D – LIEUX DE LIVRAISON DES ATELIERS

<u>ATL Nord :</u>	<u>ATL Sud :</u>	<u>Centre – Saint-Laurent :</u>	<u>Centre – Grands Lacs :</u>	<u>Arctique :</u>	<u>Ouest :</u>
Goose Bay 3, chemin Aspen Goose Bay (T.-N.-L.) AOP 1C0 À L'ATTENTION DE : Steve Porter	Halifax 1, promenade Challenger Dartmouth (N.-É.) Immeuble Vulcan, salle VG-42 B2Y 4A2 À L'ATTENTION DE : Pat Fordyce	Sept-Îles 701, boul. Laure, Suite 203 Sept-Îles (Québec) G4R 1X8 À L'ATTENTION DE : Sébastien Fiola/Nicolas Morneau	Sarnia 1355, rue Confederation, unité 8 Sarnia (Ont.) N7S 4T2 À L'ATTENTION DE : Russell Angeles	Iqaluit 1063, Niuraivik Lane, Boîte 189 Iqaluit (Nt) X0A 0H0 À L'ATTENTION DE : Bobby Christensen	ISM 9860, chemin West Saanich, salle 8108 Sidney (C.-B.) V8L 4B2 À L'ATTENTION DE : Matt Laird
Placentia 48, Placentia Pike Placentia (T.-N.-L.) AOB 2Y0 À L'ATTENTION DE : Zachary Greene	Sydney 1190, chemin Westmount Sydney (N.-É.) B1R 1B1 À L'ATTENTION DE : Daryl Hicks	Gaspé 98, rue de la Reine, Bureau 203 Gaspé (Québec) G4X 3B3 À L'ATTENTION DE : Philippe Rochette	Prescott 401, rue King Ouest, boîte 1000 Prescott (Ont.) K0E 1T0 À L'ATTENTION DE : Jozo Maric	Point Hay 42037, route MacKenzie Hay River (T.N.-O.) X0E 0R9 À L'ATTENTION DE : Roy Walters	Comox 299, Wireless Road Cap Lazo (N.-B.) V0R 2K0 À L'ATTENTION DE : Jeff Cyr
Port aux Basques 312, Grand Bay West Road Port aux Basques (T.-N.-L.) AON 1K0 À L'ATTENTION DE : Perry Keeping	Yarmouth 215, rue Main Yarmouth (N.-É.) B5A 1C6 À L'ATTENTION DE : Technologue en électronique	Mont-Joli 850, route de la Mer, C-106 Mont-Joli (Québec) G5H 3Z4 À L'ATTENTION DE : Sylvain Chartrand	Burlington 867, chemin Lakeshore Burlington (Ont.) L7S 1A1 À L'ATTENTION DE : Mike Larue		Richmond 5980, route N° 6 Richmond (C.-B.) V6V 1Z1 À L'ATTENTION DE : Peter Lake
St. Anthony 72, rue West St. Anthony (T.-N.-L.) AOK 4S0 À L'ATTENTION DE : Richard Clarke	Charlottetown 185, promenade John Yeo, unité 2 Charlottetown (Î.-P.-É.) C1E 3J3 À L'ATTENTION DE : Technologue en électronique	Escoumins 35, rue Otis Les Escoumins (Québec) G0T 1K0 À L'ATTENTION DE : Raphaël Martel	Parry Sound 28, rue Waubeek, Parry Sound (Ont.) P2A 1B9 À L'ATTENTION DE : Angela Williamson		Prince Rupert 2501, chemin Seal Cove Prince Rupert (C.-B.) V8J 3R1 À L'ATTENTION DE : Steve Bomben
Stephenville 4, promenade Harbour Stephenville (T.-N.-L.)	Saint John 175, promenade MCILVEEN SAINT JOHN (N.-B.)	Québec	Thunder Bay		

<i>ATL Nord :</i>	<i>ATL Sud :</i>	<i>Centre – Saint-Laurent :</i>	<i>Centre – Grands Lacs :</i>	<i>Arctique :</i>	<i>Ouest :</i>
A2N 3B5 À L’ATTENTION DE : Wade Savoury St. John’s 250, chemin Southside St. John’s (T.-N.-L.) A1E 0A3 À L’ATTENTION DE : Lew Tech/Gary Noseworthy	E2J 4Y6 À L’ATTENTION DE : Technologue en électronique	101, boulevard Champlain Québec (Québec) G1K 7Y7 À L’ATTENTION DE : Sylvain Paré Sorel 15, rue du Prince Sorel-Tracy (Québec) J3P 4J4 À L’ATTENTION DE : Louis Deschambeaux-Beaulac	100, rue Main, bureau 400 Thunder Bay (Ont.) P7B 6R9 À L’ATTENTION DE : Peter Reslinsky		

ANNEXE "B"

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

(Insérer 14 pages)

DRAFT



Fisheries and Oceans
Canada

Pêches et Océans
Canada

Canadian
Coast Guard

Garde côtière
canadienne

ERROR! REFERENCE SOURCE NOT FOUND.

ANNEXE B

ÉNONCÉ TECHNIQUE DU BESOIN

Garde côtière canadienne
Système d'identification automatique



Canadian Coast Guard
Station terrestre physique
(STP)

Publié avec l'autorisation de la :

Direction des Services techniques intégrés
Pêches et Océans Canada
Garde côtière canadienne
Ottawa (Ontario) K1A 0E6

N° GCDOCS 23439320
ETB STP SIA GCC

1^{RE} ÉDITION – FÉVRIER 2022

© Sa Majesté du chef du Canada, 2006

Accessible sur le site Intranet de la GCC à l'adresse :
<http://ccg-gcc.ncr.dfo-mpo.gc.ca>

Available in English: 84-000-000-EU-TE-
002 "[Insert title here]"



Imprimé sur du papier recyclé.

Cette page a été laissée vide intentionnellement.

Table des matières

CHAPITRE 1	PRÉSENTATION.....	2
1.1	GÉNÉRALITÉS	2
1.2	APERÇU DU PROJET DU SIA	2
CHAPITRE 2	EXIGENCES PARTICULIÈRES DE LA STP	3
2.1	GÉNÉRALITÉS	3
2.2	SPÉCIFICATIONS RELATIVES AU MATÉRIEL	4
2.3	MISE EN RÉSEAU (OpNet).....	5
2.4	INTERFACE DE PRÉSENTATION DE LA STP DU SIA.....	6
2.5	INTERFACE HOMME-MACHINE DE LA STP DU SIA	8
APPENDICE A	– LISTE DES ACRONYMES	9
APPENDICE B	– RÉFÉRENCES.....	10

Chapitre 1 PRÉSENTATION

1.1 GÉNÉRALITÉS

- 1.1.1 Le document sur les spécifications de la station terrestre physique (STP) du Système d'identification automatique (SIA) de la Garde côtière canadienne (GCC) définit les exigences techniques et fonctionnelles pour l'acquisition d'unités de remplacement pour le SIA national déployé en 2008. Pour les besoins du présent document, le SIA de la GCC fait référence à la solution SIA déjà déployée au Canada.
- 1.1.2 Le présent document doit être utilisé avec l'annexe A, énoncé des travaux, pour la fourniture d'une STP du SIA de remplacement à la GCC.

1.2 APERÇU DU PROJET DU SIA

- 1.2.1 Le SIA de la GCC se compose des éléments suivants :
- a) la STP;
 - b) la station terrestre logique (STL);
 - c) la gestion des services du SIA;
 - d) la base de données du SIA.
- 1.2.2 Le présent document vise à remplacer uniquement la STP du SIA de la GCC. La GCC souhaite conserver tous les autres éléments du système.
- 1.2.3 La STP du SIA de la GCC de remplacement doit être conforme aux normes internationales sur les SIA disponibles suivantes :
- a) Union internationale des télécommunications (UIT), UIT-R M.1371-5, *Caractéristiques techniques d'un système d'identification automatique utilisant l'accès multiple par répartition dans le temps et fonctionnant dans la bande de fréquences attribuée aux services mobiles maritimes en ondes métriques*;
 - b) Commission électrotechnique internationale (CEI), IEC-61162-1, édition 5.0, et IEC-62320-1, édition 2.0;
 - c) Recommandation A-124 de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) sur le service SIA, édition 2.1 et annexes.

Chapitre 2 EXIGENCES PARTICULIÈRES DE LA STP

2.1 GÉNÉRALITÉS

- 2.1.1 La STP du SIA doit être un produit du commerce.
- 2.1.2 La STP du SIA doit comprendre trois éléments principaux, à savoir :
- a) le transpondeur ou la radio du SIA;
 - b) le contrôleur;
 - c) l'alimentation électrique.
- 2.1.3 Les trois principaux éléments de la STP du SIA détaillés dans le paragraphe 2.1.2 doivent être redondants dans le boîtier de la STP du SIA (ils ne doivent pas être externes).
- 2.1.4 La STP du SIA doit avoir obtenu une certification radio pour une utilisation au Canada.
- 2.1.5 La STP du SIA doit comprendre deux interfaces :
- a) l'interface de présentation (IP) telle que la définit la recommandation A-124 de l'AISM (voir le paragraphe 1.2.3) pour envoyer et recevoir des phrases NMEA comme les définissent les normes IEC (voir le paragraphe 1.2.3);
 - b) une interface homme-machine (IHM), soit une interface utilisateur graphique ou une interface de ligne de commande, pour effectuer la configuration, les mises à jour, la surveillance et d'autres tâches administratives.
- 2.1.6 La STP du SIA ainsi que ses éléments doivent être conformes aux normes suivantes :
- a) UIT-R M.1371-5, *Caractéristiques techniques d'un système d'identification automatique utilisant l'accès multiple par répartition dans le temps et fonctionnant dans la bande de fréquences attribuée aux services mobiles maritimes en ondes métriques*;
 - b) IEC-61162-1, édition 5.0 et IEC-62320-1, édition 2.0, en plus d'être en mesure de produire des phrases NMEA avec les blocs TAG « c » et « s » tels que les définit la norme IEC-62320-1, édition 2.0;
 - c) Recommandation A-124 de l'AISM sur le service SIA, édition 2.1 et annexes.
- 2.1.7 La STP du SIA doit être équipée d'un autotest intégré à la mise sous tension.
- 2.1.8 Le fait que la STP du SIA ne produise pas de statistiques d'autotest est considéré comme une erreur fatale et doit générer automatiquement une

alarme sur l'IP, en utilisant le message d'alarme (ALR) défini dans la norme IEC-62320-1, édition 2.0.

- 2.1.9 La GCC n'exige pas l'utilisation de la fonctionnalité d'appel sélectif numérique (ASN) dans la STP du SIA.
- 2.1.10 La configuration de la STP du SIA doit être stockée dans une mémoire non volatile et la dernière configuration doit être restaurée après chaque démarrage ou redémarrage, qu'il soit planifié ou non.

2.2 SPÉCIFICATIONS RELATIVES AU MATÉRIEL

- 2.2.1 La STP du SIA et tous ses éléments doivent être physiquement conçus pour être montés dans un bâti de 19 po de large fourni par la GCC.
- 2.2.2 La STP du SIA doit fournir au moins un connecteur Ethernet RJ-45 à connecter au réseau opérationnel qui sera fourni par le Canada en tant qu'équipement fourni par le gouvernement (EFG).
- 2.2.3 La STP du SIA doit être disponible en deux versions, l'une qui prend en charge le 120 V c.a. monophasé, +10 %, -15 %, 60 Hz \pm 1,5 Hz; et l'autre qui prend en charge le -48 V c.c., +25 %, -10 % ou +12 V c.c., +25 %, -10 %.
- 2.2.4 La STP du SIA doit se connecter à la disposition de l'antenne du système mondial de localisation (GPS) comprenant une antenne GPS physique, un câblage, un filtrage et une protection, qui sera fournie par le Canada en tant qu'EFG.
- 2.2.5 La STP du SIA doit proposer au moins une connexion à une antenne GPS fournie par le gouvernement. Cette connexion doit être réalisée au moyen d'un ou de plusieurs connecteurs femelles TNC disponibles sur la STP du SIA de la GCC.
- 2.2.6 La STP du SIA doit être configurable de façon à ce que la position utilisée pour les messages de rapport de position (message 4) soit relevée et saisie manuellement. Dans cette configuration, le signal GPS doit uniquement être utilisé pour fournir la synchronisation pour l'accès à la liaison de données VHF (VDL) avec accès multiple par répartition dans le temps (AMRT).
- 2.2.7 La STP du SIA doit se connecter à la disposition de l'antenne VHF comprenant une antenne VHF physique, un câblage, un filtrage et une protection, qui sera fournie par le Canada en tant qu'EFG.
- 2.2.8 La STP du SIA doit fournir une connexion à une antenne VHF. Cette connexion doit être réalisée au moyen d'un connecteur femelle de type N

disponible sur la STP du SIA.

- 2.2.9 La STP du SIA doit fonctionner sur les canaux VHF SIA1 (canal 87B à 161,975 MHz) et SIA2 (canal 88B à 162,025 MHz).
- 2.2.10 La STP du SIA doit avoir une sensibilité d'au moins -107 dBm avec un taux d'erreur sur les paquets (PER) inférieur à 20 %.
- 2.2.11 La STP du SIA devrait avoir une sensibilité supérieure à la valeur minimale requise de -107 dBm avec un PER inférieur à 20 %.
- 2.2.12 Le transpondeur de la STP du SIA doit avoir une puissance de sortie de 12,5 W.
- 2.2.13 Le transpondeur de la STP du SIA doit être certifié par un organisme de certification reconnu par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).
- 2.2.14 La STP du SIA doit être certifiée selon la 6^e édition (ou une version ultérieure) du Cahier des charges sur les normes radioélectriques CNR-182 d'ISDE, qui concerne les émetteurs et les récepteurs radio pour le service de télécommunication maritime dans la bande de 156 à 162,5 MHz.
- 2.2.15 La STP du SIA doit être conforme aux exigences radio pour l'exploitation avec un espacement des canaux de 25 kHz énoncées dans la norme IEC-62320-1, édition 2.0. Toutefois, la compatibilité avec l'ASN n'est pas requise.
- 2.2.16 La STP du SIA doit prendre en charge les antennes GPS 5 V telles que les antennes Furuno GPA017S/S et Trimble bullet III, ou l'équivalent. Si les antennes GPS 5 V ne sont pas prises en charge par la STP du SIA proposée, une antenne GPS 12 V doit être incluse avec la STP du SIA.

2.3 MISE EN RÉSEAU (OPNET)

- 2.3.1 L'ensemble de l'infrastructure de réseau nécessaire pour connecter le SIA de la GCC à la STP du SIA sera fourni par le Canada en tant qu'EFG. Cette infrastructure de réseau comprend des câbles, des lignes terrestres louées, des liaisons hertziennes, des liaisons par satellite, des liaisons cellulaires, des routeurs, des commutateurs, etc. Ensemble, ces éléments et leur configuration forment le réseau opérationnel (OpNet) de la GCC.
- 2.3.2 L'OpNet de la GCC possède son propre système d'adressage IP, sa convention d'appellation, sa sécurité, ses règles de routage et son infrastructure NTP. La STP du SIA doit fonctionner en utilisant les services et conventions de réseau existants fournis par l'OpNet de la GCC.

-
- 2.3.3 L'OpNet de la GCC offre une connectivité Ethernet qui permet la connexion à l'équipement de la STP fourni.
 - 2.3.4 L'IP de la STP du SIA doit être accessible par Ethernet pour la connexion à la STL via l'OpNet de la GCC.
 - 2.3.5 Le type de connecteur Ethernet de la STP du SIA doit être conforme à la norme RJ-45 avec une connectivité d'au moins 100 Mbit/s.
 - 2.3.6 La configuration du port Ethernet de la STP du SIA doit être accessible par l'intermédiaire de la configuration de l'IHM.

2.4 INTERFACE DE PRÉSENTATION DE LA STP DU SIA

- 2.4.1 L'IP de la STP du SIA doit être utilisée pour envoyer et recevoir des phrases NMEA telles qu'elles sont définies dans les normes IEC 61162 et IEC 62320.
- 2.4.2 L'IP de la STP du SIA doit permettre au moins cinq connexions permanentes simultanées.
- 2.4.3 L'IP doit être accessible au moyen du protocole Telnet sur un port TCP/IP par la connexion Ethernet de la STP du SIA.
- 2.4.4 Toutes les phrases NMEA envoyées via l'IP doivent inclure un horodatage contenant l'heure UNIX à laquelle le message a été reçu par la STP du SIA dans le bloc TAG de la phrase NMEA, tel que le définit la norme IEC 62320.
- 2.4.5 La STP du SIA doit avoir un identifiant unique configurable qui utilise le nom du site où se trouve la STP du SIA. Cet identifiant doit comporter au moins huit caractères. Il doit être possible de configurer la STP de sorte que son identifiant unique soit ajouté au bloc TAG de chaque phrase NMEA envoyée via l'IP, tel que le définit la norme IEC 62320.
- 2.4.6 La STP du SIA doit effectuer un REDÉMARRAGE du transpondeur et du contrôleur du SIA à la réception d'un message de contrôle CEI de la station de base du SIA (CAB), configuré de manière appropriée et contenant son identifiant unique dans le bloc TAG comme destination, tel que le définit la norme IEC 62320.
- 2.4.7 Le cycle de redémarrage de la STP du SIA ne doit pas dépasser soixante secondes à partir du moment où la station reçoit la phrase CAB jusqu'à celui où elle redémarre la communication sur l'IP.
- 2.4.8 La STP du SIA doit être conforme (dans l'utilisation de la norme de la CEI pour les tests de station de base, à savoir la norme IEC 62320-1) aux règles générales suivantes concernant le traitement interne des messages de la VDL

du SIA et des phrases de l'IP :

- a. la STP du SIA doit être en mesure de recevoir tous les messages de la VDL;
- b. la STP du SIA doit être en mesure de générer et de transmettre n'importe lequel des messages 4, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de la VDL;
- c. la STP du SIA ne doit pas filtrer les données. Chaque message de la VDL reçu doit être transmis à l'IP sous la forme d'une phrase VDM avec un bloc TAG configuré de manière appropriée;
- d. la STP du SIA doit inclure la possibilité de produire une phrase d'information de signal VDL (VSI) contenant la puissance du signal de chaque message VDL reçu;
- e. chaque phrase VDM reçue via l'IP doit être diffusée sur la VDL sur le prochain créneau d'accès multiple par répartition dans le temps – accès fixe (AMRT-AF) réservé disponible (voir la norme IEC 62320-1);
- f. toutes les phrases de message binaire adressé (ABM), de message binaire diffusé (BBM) et de demande d'interrogation du SIA (AIR) reçues via l'IP doivent être diffusées sur la VDL sur le prochain créneau d'AMRT-AF réservé disponible (norme IEC 62320-1);
- g. chaque message transmis sur la VDL par la STP du SIA doit être transmis à l'IP sous la forme d'un rapport de navire en propre – liaison de données VHF (VDO) comprenant un bloc TAG correctement structuré selon la configuration;
- h. la STP du SIA doit inclure la possibilité de diffuser périodiquement les messages 4, 17, 20 et 22.

2.4.9 La STP du SIA doit inclure la possibilité de définir l'identificateur de phrase NMEA de l'IP, de sorte que chaque phrase produite par la STP du SIA commence par AIXXX, tel que le définit la norme IEC 61162.

2.4.10 La STP du SIA doit inclure la possibilité d'émettre, de manière autonome et une fois par minute, la phrase ALR sur l'IP qui indique les conditions d'alarme actuelles. Cette phrase doit refléter toutes les conditions d'alarme actuelles et inclure également le bloc TAG configuré de manière appropriée.

2.4.11 La STP du SIA peut utiliser des messages et des interfaces tous deux propriétaires afin de fournir les fonctionnalités avancées suivantes :

- a) surveillance de la couverture en temps réel;
- b) couverture historique moyenne;
- c) détection des lacunes de la couverture;
- d) détection de la réduction de la couverture;
- e) configuration des indicateurs relatifs aux défaillances prédictives pour

- le protocole de gestion de réseau simple (SNMP);
- f) journalisation avancée des messages de l'IP envoyés et reçus.

2.5 INTERFACE HOMME-MACHINE DE LA STP DU SIA

- 2.5.1 La STP du SIA doit inclure une IHM pour permettre la configuration de l'unité. L'IHM doit être une interface Web ou une application propriétaire dédiée.
- 2.5.2 L'IHM doit inclure la possibilité de configurer la STP du SIA pour qu'elle puisse être surveillée à l'aide du protocole SNMP.
- 2.5.3 L'IHM doit inclure la possibilité de sauvegarder la configuration complète de la STP du SIA dans un fichier et de recharger cette configuration à partir du fichier, afin d'accélérer le remplacement de l'unité de terrain.
- 2.5.4 L'IHM doit inclure la possibilité d'effectuer des mises à jour ou des mises à niveau de la STP du SIA à distance via le réseau.
- 2.5.5 L'IHM de la STP du SIA devrait inclure la possibilité de surveiller la couverture en temps réel de la station et de calculer la couverture historique moyenne, de même que de cerner les lacunes en matière de couverture et de détecter la réduction de celle-ci.
- 2.5.6 L'IHM de la STP du SIA devrait inclure des indicateurs relatifs aux défaillances prédictives, lesquels peuvent être envoyés à l'aide du protocole SNMP.
- 2.5.7 L'IHM de la STP du SIA devrait inclure une fonction de journalisation avancée pour permettre le dépannage concernant la diffusion des messages reçus sur l'IP (p. ex., messages reçus sur l'IP, diffusion AMRT-AF du message reçu sur l'IP, et messages abandonnés et invalides).
- 2.5.8 L'IHM de la STP du SIA devrait inclure des connexions sécurisées à ses interfaces (https, SSH, SNMP v3, etc.).

APPENDICE A – LISTE DES ACRONYMES

AIMS	Association internationale de signalisation maritime
ALR	Alarme
AMRT	Accès multiple par répartition dans le temps
AMRT-AF	Accès multiple par répartition dans le temps – accès fixe
ASN	Appel sélectif numérique
CAB	Comité d'évaluation de la conformité
CEI	Commission électrotechnique internationale
EFG	Équipement fourni par le gouvernement
GCC	Garde côtière canadienne
GPS	Système mondial de localisation
IHM	Interface homme-machine
IP	Interface de présentation
ISDE	Innovation, Sciences et Développement économique
NMEA	National Marine Electronics Association
OpNet	Réseau opérationnel
PER	Taux d'erreur sur les paquets
SIA	Système d'identification automatique
SNMP	Protocole de gestion de réseau simple
STL	Station terrestre logique
STP	Station terrestre physique
TCP/IP	Protocole de contrôle de transmission/protocole Internet
UIT	Union internationale des télécommunications
VDL	Liaison de données VHF
VDM	Message de liaison de données VHF
VHF	Très haute fréquence

APPENDICE B – RÉFÉRENCES

Tableau 1 – Références

N°	Titre	Date de publication	AMIS
1.	Recommandation A-124 de l' AISM sur le système d'identification automatique (SIA) des stations terrestres et les aspects de mise en réseau des services SIA, édition 1.1, décembre 2003. (En anglais seulement.)	Décembre 2003	S.o.
2.	Recommandation UIT-R M.1371-1, Caractéristiques techniques d'un système d'identification automatique universel de bord pour navire, utilisant l'accès multiple par répartition dans le temps et fonctionnant dans la bande attribuée aux services mobiles maritimes en ondes métriques.	Avril 2001	S.o.
3.	Précision technique de l' AISM au sujet de la recommandation UIT-R M.1371-1, édition 1.4. (En anglais seulement.)		S.o.
4.	IEC 62320-1(FDIS or PAS): Maritime navigation and radiocommunication equipment and systems – Automatic identification system (AIS) – Part 1: Fixed AIS stations (AIS base station, limited AIS base station and AIS simplex repeater station) – Performance requirements, methods of testing and required test results. (En anglais seulement.)	La plus récente	S.o.
5.	IEC 61162-1, Maritime navigation and radio communication equipment and systems – Digital Interfaces, Part 1: Single talker and multi listeners. (En anglais seulement.)	Juillet 2000	S.o.
6.	IEC/PAS 61162-100, Maritime navigation and radio communication equipment and systems – Digital Interfaces, Part 100: Single talker and multi listeners – Extra requirements to IEC 61162-1 for the UAIS. (En anglais seulement.)	Avril 2002	S.o.
7.	NMB-003 – Norme d'Industrie Canada sur le matériel brouilleur – appareils numériques, 4 ^e édition.	Février 2004	S.o.
8.	Norme CAN/CSA-CEI/IEC CISPR 22:02 de l' Association canadienne de normalisation – Limites et méthodes de mesure des caractéristiques des perturbations radioélectriques produites par les appareils de traitement de l'information.	2002	S.o.
9.	Organismes de certification reconnus par Industrie Canada pouvant certifier le matériel aux exigences canadiennes radio et/ou radiodiffusion – accessible sur Internet : http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inceb-bhst.nsf/fr/tt00067f.html .	27 juin 2005	S.o.
10.	CNR-182, Politique sur la gestion du spectre et les télécommunications – Émetteurs et récepteurs radio maritimes fonctionnant dans la bande de 156 à 162,5 MHz, 4 ^e édition.	Septembre 2003	S.o.

ANNEXE "C"

BARÈME DE PRIX - BASE DE PAIEMENT

(Insérer 1 page)

DRAFT

Annexe B
Barème de prix et base de paiement

TABLE B1 - BARÈME DE PRIX ET BASE DE PAIEMENT

Le soumissionnaire doit saisir dans la colonne **Numéros de modèle et de pièce du fabricant** l'information appropriée sur le matériel proposé.

Le soumissionnaire doit consigner le prix de chaque article dans la colonne Année 1.

Le soumissionnaire doit consigner le prix de chaque article dans la colonne Année 2.

Le soumissionnaire doit consigner le prix de chaque article dans la colonne Année 3.

Le soumissionnaire doit consigner le prix de chaque article dans la colonne Année 4.

Le soumissionnaire doit consigner le prix de chaque article dans la colonne Année 5.

Le présent tableau n'est jugé complet que lorsque le soumissionnaire a rempli toutes les cases. Autrement, il sera considérée comme incomplète.

Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires ou de lot fermes en dollars canadiens, taxes applicables en sus et **excluant les frais de transport, tous les droits de douane en vigueur et les taxes d'accise**. Le soumissionnaire doit soumettre des prix fermes pour l'année un (1) à cinq (5). Dans le cas où les années d'option est exercée, le prix sera transmise conformément à l'indice des prix à la consommation, tel que décrit dans 6.8.1 du contrat.

*Option articles 4, 5, 6 et 7 sont des « quantité estimée » les achats par année aux fins d'évaluation au cours de la période de cinq (5) ans du contrat qui peuvent être utilisés par le soumissionnaire pour tenir compte des économies d'échelle, mais pas de façon à être prises comme un engagement ferme de la part du Canada à ordonner ou acheter un certain nombre d'un point particulier ou un groupe d'articles.

Option 1- 5 additional Années (Années 6 to 10)																																				
A. Matériel (frais de transport en sus)							Année 1 - (12 mois)			Année 2 - (12 mois)			Année 3 - (12 mois)			Année 4 - (12 mois)			Année 5 (12 mois)			Option 1 (Année 6)			Option 2 (Année 7)			Option 3 (Année 8)			Option 4 (Année 9)			Option 5 (Année 10)		
							Date d'attribution du contrat * 2023 to * 2024			* 2024 to * 2025			* 2025 to 2026			* 2026 to 2027			* 2027 to * 2028			*2028 to * 2029			* 2029 to *2030			*230 to *2031			*2031 to * 2032			* 2032 to * 2033		
No d'article	Description	Unité de mesure	Numéro de modèle et de pièce du fabricant	Numéro de pièce	Délai de livraison maximal	Qté Est.	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix Unitaire (Cdn)	Qté Est.	Total	Prix total multiplié		
1	Station terrestre physique du Système d'identification automatique (plan opérationnel et les manuels techniques inclus)	Chacun				50		10	\$0.00		10	\$0.00		10	\$0.00		10	\$0.00	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	\$0.00		
2	Formation - Anglais (comprend le matériel de formation et le travail de l'instructeur - 4 jours) - frais de déplacement et de subsistance exclus	Lot				4		2	\$0.00		2	\$0.00		0	\$0.00		0	\$0.00	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	\$0.00		
3	Formation - Français (comprend le matériel de formation et le travail de l'instructeur - 4 jours) - frais de déplacement et de subsistance exclus	Lot				1		1	\$0.00		0	\$0.00		0	\$0.00		0	\$0.00	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	\$0.00		
4	Option - Additionnel Station terrestre physique du Système d'identification automatique (plan opérationnel et les manuels techniques inclus)	Chacun				200		46	\$0.00		46	\$0.00		36	\$0.00		36	\$0.00	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	\$0.00		
5	Option - Ensemble des pièces de rechange (le soumissionnaire doit inclure dans le tableau C ci-dessous une ventilation détaillée des recommandé ensemble de pièces de rechange)	Chacun				28		5	\$0.00		5	\$0.00		5	\$0.00		5	\$0.00	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	\$0.00		
6	Option - Additionnel Formation - Anglais (comprend le matériel de formation et instructeur du travail - 4 jours) - frais de déplacement et de subsistance exclus	Lot				52		12	\$0.00		13	\$0.00		9	\$0.00		9	\$0.00	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	\$0.00		
7	Option - Additionnel Training Formation - Français (comprend le matériel de formation et instructeur du travail - 4 jours) - frais de déplacement et de subsistance exclus	Lot				5		1	\$0.00		1	\$0.00		1	\$0.00		1	\$0.00	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer			À déterminer	À déterminer		À déterminer	À déterminer		À déterminer	\$0.00		
8	Plan de formation, conformément à l'énoncé des travaux de l'article 4.4.1	Chacun				1		1	\$0.00																			A. Prix évalué total (exclusion des taxes):							\$0.00	

B. Soutien technique de réparation et de remplacement (autorisation de tâche « au besoin »)		(CDN)	Année 1 - (12 mois)	Année 2 - (12 mois)	Année 3 - (12 mois)	Année 4 - (12 mois)	Année 5 - (12 mois)	Option 1 - 5 additional Années (Années 6 to 10)	
Catégorie de main-d'œuvre canadienne		Unité de mesure	Date d'attribution du contrat * 2023 to * 2024	* 2024 to * 2025	* 2025 to 2026	* 2026 to 2027	* 2027 to * 2028	2028 to 2033	Prix total multiplié
	taux horaire							À déterminer	
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
Catégorie de main-d'œuvre (insérer le nom du pays)		taux horaire						À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
	taux horaire							À déterminer	\$0.00
B. Prix total (exclusion des taxes)									\$0.00

* Soumissionnaire doit insérer les catégories de main-d'œuvre

* Pour des fins d'évaluation seulement, il est estimé que le soutien technique aura lieu dans l'année 5, mais est en aucune façon être prises comme une exigence pour le Canada d'ordonnance ou acheter un certain nombre d'un service particulier. Les soumissionnaires doivent fournir des taux horaires fixes pour les quatre (4) années.

Prix évalué total (A+B):	\$0.00
--------------------------	--------

Ensemble des pièces de rechange						
No d'article	Description	Unité de mesure	Numéro de modèle et de pièce du fabricant	Numéro de pièce	Qté Est.	Prix Unitaire (Cdn)
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						

* Soumissionnaire à insérer l'ensemble les détails des composantes des pièces de rechange. Sous-total: \$0.00

ANNEXE "D"

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE

(insert 4 pages)

DRAFT

Task Authorization Autorisation de tâche

Instruction for completing the form PWGSC - TPSGC 572 - Task Authorization
(Use form DND 626 for contracts for the Department of National Defence)

Instruction pour compléter le formulaire PWGSC - TPSGC 572 - Autorisation de tâche
(Utiliser le formulaire DND 626 pour les contrats pour le ministère de la Défense)

Contract Number

Enter the PWGSC contract number.

Numéro du contrat

Inscrire le numéro du contrat de TPSGC.

Contractor's Name and Address

Enter the applicable information

Nom et adresse de l'entrepreneur

Inscrire les informations pertinentes

Security Requirements

Enter the applicable requirements

Exigences relatives à la sécurité

Inscrire les exigences pertinentes

Total estimated cost of Task (Applicable taxes extra)

Enter the amount

Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus)

Inscrire le montant

For revision only

Aux fins de révision seulement

TA Revision Number

Enter the revision number to the task, if applicable.

Numéro de la révision de l'AT

Inscrire le numéro de révision de la tâche, s'il y a lieu.

Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) before the revision

Enter the amount of the task indicated in the authorized TA or, if the task was previously revised, in the last TA revision.

Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) avant la révision

Inscrire le montant de la tâche indiquée dans l'AT autorisée ou, si la tâche a été révisée précédemment, dans la dernière révision de l'AT.

Increase or Decrease (Applicable taxes extra), as applicable

As applicable, enter the amount of the increase or decrease to the Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) before the revision.

Augmentation ou réduction (Taxes applicables en sus), s'il y a lieu

S'il y a lieu, inscrire le montant de l'augmentation ou de la réduction du Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) avant la révision.

1. Required Work: Complete sections A, B, C, and D, as required.

1. Travaux requis : Remplir les sections A, B, C et D, au besoin.

A. Task Description of the Work required:

Complete the following paragraphs, if applicable.
Paragraph (a) applies only if there is a revision to an authorized task.

(a) Reason for revision of TA, if applicable:
Include the reason for the revision; i.e. revised activities; delivery/completion dates; revised costs. Revisions to TAs must be in accordance with the conditions of the contract. See Supply Manual 3.35.1.50 or paragraph 6 of the Guide to Preparing and Administering Task Authorizations.

(b) Details of the activities to be performed (include as an attachment, if applicable)

(c) Description of the deliverables to be submitted (include as an attachment, if applicable).

(d) Completion dates for the major activities and/or submission dates for the deliverables (include as an attachment, if applicable).

A. Description de tâche des travaux requis :

Remplir les alinéas suivants, s'il y a lieu : L'alinéa (a) s'applique seulement s'il y a révision à une tâche autorisée.

(a) Motif de la révision de l'AT, s'il y a lieu : Inclure le motif de la révision c.-à.-d., les activités révisées, les dates de livraison ou d'achèvement, les coûts révisés. Les révisions apportées aux AT doivent respecter les conditions du contrat. Voir l'article 3.35.1.50 du Guide des approvisionnements ou l'alinéa 6 du Guide sur la préparation et l'administration des autorisations de tâches.

(b) Détails des activités à exécuter (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

(c) Description des produits à livrer (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

(d) Les dates d'achèvement des activités principales et (ou) les dates de livraison des produits (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

B. Basis of Payment:

Insert the basis of payment or bases of payment that form part of the contract that are applicable to the task description of the work; e.g. firm lot price, limitation of expenditure, firm unit price

C. Cost of Task:**Insert Option 1 or 2:****Option 1:**

Total estimated cost of Task (Applicable taxes extra): Insert the applicable cost elements for the task determined in accordance with the contract basis of payment; e.g. Labour categories and rates, level of effort, Travel and living expenses, and other direct costs.

Option 2:

Total cost of Task (Applicable taxes extra): Insert the firm unit price in accordance with the contract basis of payment and the total estimated cost of the task.

D. Method of Payment

Insert the method(s) of payment determined in accordance with the contract that are applicable to the task; i.e. single payment, multiple payments, progress payments or milestone payments. For milestone payments, include a schedule of milestones.

B. Base de paiement :

Insérer la base ou les bases de paiement qui font partie du contrat qui sont applicables à la description du travail à exécuter : p. ex., prix de lot ferme, limitation des dépenses et prix unitaire ferme.

C. Coût de la tâche :**Insérer l'option 1 ou 2****Option 1 :**

Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) Insérer les éléments applicables du coût de la tâche établies conformément à la base de paiement du contrat. p. ex., les catégories de main d'œuvre, le niveau d'effort, les frais de déplacement et de séjour et autres coûts directs.

Option 2 :

Coût total de la tâche (Taxes applicables en sus) : Insérer le prix unitaire ferme conformément à la base de paiement du contrat et le coût estimatif de la tâche.

D. Méthode de paiement

Insérer la ou les méthode(s) de paiement établit conformément au contrat et qui sont applicable(s) à la tâche; c.-à.-d., paiement unique, paiements multiples, paiements progressifs ou paiements d'étape. Pour ces derniers, joindre un calendrier des étapes.

2. Authorization(s):

The client and/or PWGSC must authorize the task by signing the Task Authorization in accordance with the conditions of the contract. The applicable signatures and the date of the signatures is subject to the TA limits set in the contract. When the estimate of cost exceeds the client Task Authorization's limits, the task must be referred to PWGSC.

3. Contractor's Signature

The individual authorized to sign on behalf of the Contractor must sign and date the TA authorized by the client and/or PWGSC and provide the signed original and a copy as detailed in the contract.

2. Autorisation(s) :

Le client et (ou) TPSGC doivent autoriser la tâche en signant l'autorisation de tâche conformément aux conditions du contrat. Les signatures et la date des signatures appropriées sont assujetties aux limites d'autorisation de tâche établies dans le contrat. Lorsque l'estimation du coût dépasse les limites d'autorisation de tâches du client, la tâche doit être renvoyée à TPSGC.

3. Signature de l'entrepreneur

La personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur doit signer et dater l'AT, autorisée par le client et (ou) TPSGC et soumettre l'original signé de l'autorisation et une copie tel que décrit au contrat.



Task Authorization Autorisation de tâche

Contract Number - Numéro du contrat

Contractor's Name and Address - Nom et l'adresse de l'entrepreneur	Task Authorization (TA) No. - N° de l'autorisation de tâche (AT)
	Title of the task, if applicable - Titre de la tâche, s'il y a lieu
	Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) \$
Security Requirements: This task includes security requirements Exigences relatives à la sécurité : Cette tâche comprend des exigences relatives à la sécurité No - Non Yes - Oui If YES, refer to the Security Requirements Checklist (SRCL) included in the Contract Si OUI, voir la Liste de vérification des exigences relative à la sécurité (LVERS) dans le contrat ▶	

For Revision only - Aux fins de révision seulement

TA Revision Number, if applicable Numéro de révision de l'AT, s'il y a lieu	Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) before the revision Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) avant la révision \$	Increase or Decrease (Applicable taxes extra), as applicable Augmentation ou réduction (Taxes applicables en sus), s'il y a lieu \$
--	--	---

Start of the Work for a TA : Work cannot commence until a TA has been authorized in accordance with the conditions of the contract.

Début des travaux pour l'AT : Les travaux ne peuvent pas commencer avant que l'AT soit autorisée conformément au contrat.

1. Required Work: - Travaux requis :

A. Task Description of the Work required - Description de tâche des travaux requis	See Attached - Ci-joint
B. Basis of Payment - Base de paiement	See Attached - Ci-joint
C. Cost of Task - Coût de la tâche	See Attached - Ci-joint
D. Method of Payment - Méthode de paiement	See Attached - Ci-joint

Contract Number - Numéro du contrat

2. Authorization(s) - Autorisation(s)

By signing this TA, the authorized client and (or) the PWGSC Contracting Authority certify(ies) that the content of this TA is in accordance with the conditions of the contract.

The client's authorization limit is identified in the contract. When the value of a TA and its revisions is in excess of this limit, the TA must be forwarded to the PWGSC Contracting Authority for authorization.

En apposant sa signature sur l'AT, le client autorisé et (ou) l'autorité contractante de TPSGC atteste(nt) que le contenu de cette AT respecte les conditions du contrat.

La limite d'autorisation du client est précisée dans le contrat. Lorsque la valeur de l'AT et ses révisions dépasse cette limite, l'AT doit être transmise à l'autorité contractante de TPSGC pour autorisation.

Name and title of authorized client - Nom et titre du client autorisé à signer

Signature

Date

PWGSC Contracting Authority - Autorité contractante de TPSGC

Signature

Date

3. Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur

Name and title of individual authorized - to sign for the Contractor
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur

Signature

Date

ANNEXE “E”
MATRICE D’ÉVALUATION TECHNIQUE

TABLEAU E1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES

Exigences obligatoires
<p>Pour que ce tableau soit considéré comme complet, le soumissionnaire doit respecter chacun des critères ci-dessous, conformément aux directives suivantes. Sinon, le tableau sera considéré comme incomplet.</p> <p>Le soumissionnaire doit produire une preuve de conformité dans la colonne intitulée « Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition », conformément aux directives suivantes.</p> <p>1) Si la mention « documentation de référence précis » est inscrite dans la colonne « Détails complémentaires requis avec la soumission », l'une ou l'autre des réponses suivantes du fournisseur est acceptable :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un renvoi à un numéro de page et à une sous-section précis (si disponibles) dans un manuel de l'utilisateur, un manuel d'entretien ou un autre document similaire.- Un renvoi à une feuille de spécifications.- Une capture d'écran ou une vidéo montrant la caractéristique en question. Cette capture ou cette vidéo être présentée comme document ou fichier supplémentaire avec la soumission et un renvoi à ce document ou à ce fichier doit être inscrit dans la colonne « Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition ».- Une description technique de la conformité qui fait référence à la documentation d'une composante soutenant ses allégations, mais qui peut résumer l'information provenant de nombreuses sources et donner des renseignements techniques supplémentaires sur la façon dont la composante est conforme à l'exigence. Cette information doit être compréhensible par un ingénieur ou un technicien ayant de l'expérience dans l'utilisation ou l'entretien de ce type d'équipement, sans quoi elle doit être appuyée par des essais officiels effectués par le fabricant. Cette information peut être présentée comme document ou fichier supplémentaire avec la soumission et un renvoi doit être inscrit dans la colonne « Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition ». <p>Tout document mentionné doit accompagner l'offre du soumissionnaire.</p> <p>Tout manuel, feuille de spécifications ou document semblable présenté doit être une version publiée par le fabricant d'équipement d'origine aux fins de distribution dans son état original, c.-à-d. qu'il ne peut être modifié aux seules fins de l'offre.</p> <p>Les captures d'écran, les vidéos et les descriptions techniques peuvent être créées particulièrement pour les besoins de l'offre.</p> <p>Les réponses aux exigences obligatoires énoncées dans cette section seront strictement évaluées, en fonction de la note de passage ou d'échec. Les offres ne satisfaisant pas à toutes les exigences obligatoires indiquées dans le tableau ci-dessous seront considérées non conformes et ne seront pas prises en compte davantage.</p>

Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Détails complémentaires requis avec la soumission	Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition	Conformité	
					OUI	NON
ÉTB – Chapitre 2 – Exigences particulières de la STP						
M1	2.1.1	La STP du SIA doit être un produit du commerce.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M2	2.1.2	La STP du SIA doit comprendre trois éléments principaux, à savoir : a) le transpondeur ou la radio du SIA; b) le contrôleur; c) l'alimentation électrique.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M3	2.1.5	La STP du SIA doit comprendre deux interfaces : a) l'interface de présentation (IP) telle que la définit la recommandation A-124 de l'AIMS (voir le paragraphe 1.2.3) pour envoyer et recevoir des phrases NMEA comme les définissent les normes IEC (voir le paragraphe 1.2.3); b) une interface homme-machine (IHM), soit une interface utilisateur graphique ou une interface de ligne de commande, pour effectuer la configuration, les mises à jour, la surveillance et d'autres tâches administratives.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M4	2.1.6	La STP du SIA ainsi que ses éléments doivent être conformes aux normes suivantes : a) UIT-R M.1371-5, <i>Caractéristiques techniques d'un système d'identification automatique utilisant l'accès multiple par répartition dans le temps et fonctionnant dans la bande de fréquences attribuée aux services mobiles maritimes en ondes métriques</i> ; b) IEC-61162-1, édition 5.0 et IEC-62320-1, édition 2.0, en plus d'être en mesure de produire des phrases NMEA avec les blocs TAG « c » et « s » tels que les définit la norme IEC-62320-1, édition 2.0; c) Recommandation A-124 de l'AIMS sur le service SIA, édition 2.1 et annexes.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			

Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Détails complémentaires requis avec la soumission	Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition	Conformité	
					OUI	NON
M5	2.1.7	La STP du SIA doit être équipée d'un autotest intégré à la mise sous tension.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M6	2.1.8	Le fait que la STP du SIA ne produise pas de statistiques d'autotest est considéré comme une erreur fatale et doit générer automatiquement une alarme sur l'IP, en utilisant le message d'alarme (ALR) défini dans la norme IEC-62320-1, édition 2.0.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M7	2.1.10	La configuration de la STP du SIA doit être stockée dans une mémoire non volatile et la dernière configuration doit être restaurée après chaque démarrage ou redémarrage, qu'il soit planifié ou non.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M8	2.2.1	La STP du SIA et tous ses éléments doivent être physiquement conçus pour être montés dans un bâti de 19 po de large fourni par la GCC.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M9	2.2.2	La STP du SIA doit fournir au moins un connecteur Ethernet RJ-45 à connecter au réseau opérationnel qui sera fourni par le Canada en tant qu'équipement fourni par le gouvernement (EFG).	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M10	2.2.3	La STP du SIA doit être disponible en deux versions, l'une qui prend en charge le 120 V c.a. monophasé, +10 %, -15 %, 60 Hz ± 1,5 Hz; et l'autre qui prend en charge le -48 V c.c., +25 %, -10 % ou +12 V c.c., +25 %, -10 %.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M11	2.2.4	La STP du SIA doit se connecter à la disposition de l'antenne du système mondial de localisation (GPS) comprenant une antenne GPS physique, un câblage, un filtrage et une protection, qui sera fournie par le Canada en tant qu'EFG.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M12	2.2.5	La STP du SIA doit proposer au moins une connexion à une antenne GPS fournie par le gouvernement. Cette connexion doit être réalisée au moyen d'un ou de plusieurs connecteurs femelles TNC disponibles sur la STP du SIA de la GCC.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			

Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Détails complémentaires requis avec la soumission	Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition	Conformité	
					OUI	NON
M13	2.2.6	La STP du SIA doit être configurable de façon à ce que la position utilisée pour les messages de rapport de position (message 4) soit relevée et saisie manuellement. Dans cette configuration, le signal GPS doit uniquement être utilisé pour fournir la synchronisation pour l'accès à la liaison de données VHF (VDL) avec accès multiple par répartition dans le temps (AMRT).	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M14	2.2.7	La STP du SIA doit se connecter à la disposition de l'antenne VHF comprenant une antenne VHF physique, un câblage, un filtrage et une protection, qui sera fournie par le Canada en tant qu'EFG.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M15	2.2.8	La STP du SIA doit fournir une connexion à une antenne VHF. Cette connexion doit être réalisée au moyen d'un connecteur femelle de type N disponible sur la STP du SIA.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M16	2.2.9	La STP du SIA doit fonctionner sur les canaux VHF SIA1 (canal 87B à 161,975 MHz) et SIA2 (canal 88B à 162,025 MHz).	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M17	2.2.10	La STP du SIA doit avoir une sensibilité d'au moins -107 dBm avec un taux d'erreur sur les paquets (PER) inférieur à 20 %.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M18	2.2.12	Le transpondeur de la STP du SIA doit avoir une puissance de sortie de 12,5 W.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M19	2.2.15	La STP du SIA doit être conforme aux exigences radio pour l'exploitation avec un espacement des canaux de 25 kHz énoncées dans la norme IEC-62320-1, édition 2.0. Toutefois, la compatibilité avec l'ASN n'est pas requise.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M20	2.2.16	La STP du SIA doit prendre en charge les antennes GPS 5 V telles que les antennes Furuno GPA017S/S et Trimble bullet III, ou l'équivalent. Si les antennes GPS 5 V ne sont pas prises en charge par la STP du SIA proposée, une antenne GPS 12 V doit être incluse avec la STP du SIA.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			

Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Détails complémentaires requis avec la soumission	Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition	Conformité	
					OUI	NON
M21	2.3.2	L'OpNet de la GCC possède son propre système d'adressage IP, sa convention d'appellation, sa sécurité, ses règles de routage et son infrastructure NTP. La STP du SIA doit fonctionner en utilisant les services et conventions de réseau existants fournis par l'OpNet de la GCC.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M22	2.3.4	L'IP de la STP du SIA doit être accessible par Ethernet pour la connexion à la STL via l'OpNet de la GCC.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M23	2.3.5	Le type de connecteur Ethernet de la STP du SIA doit être conforme à la norme RJ-45 avec une connectivité d'au moins 100 Mbit/s.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M24	2.3.6	La configuration du port Ethernet de la STP du SIA doit être accessible par l'intermédiaire de la configuration de l'IHM.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M25	2.4.1	L'IP de la STP du SIA doit être utilisée pour envoyer et recevoir des phrases NMEA telles qu'elles sont définies dans les normes IEC 61162 et IEC 62320.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M26	2.4.2	L'IP de la STP du SIA doit permettre au moins cinq connexions permanentes simultanées.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M27	2.4.3	L'IP doit être accessible au moyen du protocole Telnet sur un port TCP/IP par la connexion Ethernet de la STP du SIA.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M28	2.4.4	Toutes les phrases NMEA envoyées via l'IP doivent inclure un horodatage contenant l'heure UNIX à laquelle le message a été reçu par la STP du SIA dans le bloc TAG de la phrase NMEA, tel que le définit la norme IEC 62320.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M29	2.4.5	La STP du SIA doit avoir un identifiant unique configurable qui utilise le nom du site où se trouve la STP du SIA. Cet identifiant doit comporter au moins huit caractères. Il doit être possible de configurer la STP de sorte que son identifiant unique soit ajouté au bloc TAG de chaque	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			

Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Détails complémentaires requis avec la soumission	Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition	Conformité	
					OUI	NON
		phrase NMEA envoyée via l'IP, tel que le définit la norme IEC 62320.				
M30	2.4.6	La STP du SIA doit effectuer un REDÉMARRAGE du transpondeur et du contrôleur du SIA à la réception d'un message de contrôle CEI de la station de base du SIA (CAB), configuré de manière appropriée et contenant son identifiant unique dans le bloc TAG comme destination, tel que le définit la norme IEC 62320.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M31	2.4.7	Le cycle de redémarrage de la STP du SIA ne doit pas dépasser soixante secondes à partir du moment où la station reçoit la phrase CAB jusqu'à celui où elle redémarre la communication sur l'IP.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M32	2.4.8	<p>La STP du SIA doit être conforme (dans l'utilisation de la norme de la CEI pour les tests de station de base, à savoir la norme IEC 62320-1) aux règles générales suivantes concernant le traitement interne des messages de la VDL du SIA et des phrases de l'IP :</p> <p>a. la STP du SIA doit être en mesure de recevoir tous les messages de la VDL;</p> <p>b. la STP du SIA doit être en mesure de générer et de transmettre n'importe lequel des messages 4, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de la VDL;</p> <p>c. la STP du SIA ne doit pas filtrer les données. Chaque message de la VDL reçu doit être transmis à l'IP sous la forme d'une phrase VDM avec un bloc TAG configuré de manière approprié;</p> <p>d. la STP du SIA doit inclure la possibilité de produire une phrase d'information de signal VDL (VSI) contenant la puissance du signal de chaque message VDL reçu;</p> <p>e. chaque phrase VDM reçue via l'IP doit être diffusée sur la VDL sur le prochain créneau d'accès multiple par répartition dans le temps – accès fixe (AMRT-AF) réservé disponible (voir la norme IEC 62320-1);</p> <p>f. toutes les phrases de message binaire adressé (ABM), de message binaire diffusé (BBM) et de demande d'interrogation du SIA (AIR) reçues via l'IP doivent être diffusées sur la VDL sur le prochain créneau d'AMRT-AF réservé disponible (norme IEC 62320-1);</p>	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			

Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Détails complémentaires requis avec la soumission	Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition	Conformité	
					OUI	NON
		<p>g. chaque message transmis sur la VDL par la STP du SIA doit être transmis à l'IP sous la forme d'un rapport de navire en propre – liaison de données VHF (VDO) comprenant un bloc TAG correctement structuré selon la configuration;</p> <p>h. la STP du SIA doit inclure la possibilité de diffuser périodiquement les messages 4, 17, 20 et 22.</p>				
M33	2.4.9	La STP du SIA doit inclure la possibilité de définir l'identificateur de phrase NMEA de l'IP, de sorte que chaque phrase produite par la STP du SIA commence par AIXXX, tel que le définit la norme IEC 61162.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M34	2.4.10	La STP du SIA doit inclure la possibilité d'émettre, de manière autonome et une fois par minute, la phrase ALR sur l'IP qui indique les conditions d'alarme actuelles. Cette phrase doit refléter toutes les conditions d'alarme actuelles et inclure également le bloc TAG configuré de manière appropriée.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M35	2.5.1	La STP du SIA doit inclure une IHM pour permettre la configuration de l'unité. L'IHM doit être une interface Web ou une application propriétaire dédiée.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M36	2.5.2	L'IHM doit inclure la possibilité de configurer la STP du SIA pour qu'elle puisse être surveillée à l'aide du protocole SNMP.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M37	2.5.3	L'IHM doit inclure la possibilité de sauvegarder la configuration complète de la STP du SIA dans un fichier et de recharger cette configuration à partir du fichier, afin d'accélérer le remplacement de l'unité de terrain.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			
M38	2.5.4	L'IHM doit inclure la possibilité d'effectuer des mises à jour ou des mises à niveau de la STP du SIA à distance via le réseau.	Le soumissionnaire doit fournir la documentation de référence précis pour appuyer sa conformité.			

Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Détails complémentaires requis avec la soumission	Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition	Conformité	
					OUI	NON
39	SOW 4.1.1c)	The Contractor must provide, with the bid, a written statement from the AIS PSS manufacturer, that the proposed units will be supported for a minimum duration of 10 years after the contract is awarded, and that the manufacturer maintains access to sufficient hardware manufacturing capability to provide an availability of parts for maintenance and repair for at least this period.	The bidder must provide a written statement signed from an authorized representative.			

TABLEAU E2 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES COTÉES

ÉVALUATION DES EXIGENCES COTÉES			
<p>Le soumissionnaire doit remplir les cellules de la colonne « Réponse du fournisseur – Page de référence dans proposition ».</p> <p>Ce tableau sera considéré comme rempli, peu importe la quantité de cellules qui ont été remplies dans la colonne « Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition » et même s’il n’a pas été présenté. Si une cellule est laissée vide, le Canada considérera que l’exigence correspondante n’est pas respectée et que le pointage du soumissionnaire attribué pour cette exigence est de zéro. Si ce tableau n’a pas été présenté, le Canada attribuera à toutes les exigences de ce tableau une note de zéro.</p> <p>Le soumissionnaire doit remplir la cellule « Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition » pour un élément indiqué ci-dessous afin que la note de l’offre attribuée pour cet élément soit évaluée. Pour remplir la colonne « Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition », le soumissionnaire doit inclure l’information suivante dans une cellule pour qu’elle soit considérée comme remplie :</p> <div><div>1) Une déclaration indiquant s’il satisfait à l’exigence, et dans quelle mesure (s’il y a lieu).</div><div>2) Le nombre de points que le soumissionnaire s’attend à obtenir en ce qui concerne sa conformité. Ce nombre doit être fonction de la méthode d’évaluation donnée dans la colonne « Pondération des points ». Cette mesure vise SEULEMENT à mieux comprendre la réponse du soumissionnaire. Le pointage final sera déterminé par le Canada, et ce pointage déclaré n’a aucune incidence sur la décision du Canada.</div><div>3) Documentation de référence qui corrobore la revendication du soumissionnaire. Les références acceptables sont les mêmes que celles énumérées dans les directives associées au tableau E1.</div></div>			

Référence à l'EBT		Description de l'exigence	Méthode d'attribution des points			Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition
			Pondération des points	Pointage max.	Pointage de l'offrant	
ÉTB – Chapitre 2 – Exigences particulières de la STP						
R1	2.1.3	<p>Le soumissionnaires sera attribué des points si les trois principaux éléments de la STP du SIA détaillés dans le paragraphe 2.1.2 sont redondants dans le boîtier de la STP du SIA (ils ne doivent pas être externes).</p> <p>a) le transpondeur ou la radio du SIA; b) le contrôleur; c) l'alimentation électrique.</p>	<p>50 points pour un émetteur-récepteur redondants dans la même enclos. 10 points pour un contrôleur redondants dans la même enclos. 50 points pour une alimentation électrique redondantes dans la même enclos.</p>	110 points		

Référence à l'EBT		Description de l'exigence	Méthode d'attribution des points			Réponse du fournisseur – Page de référence dans la proposition
R2	2.2.11	Le soumissionnaires sera attribué des points si la STP du SIA à une sensibilité supérieure à la valeur minimale requise de -107 dBm avec un taux d'erreur sur les paquets (PER) inférieur à 20 %.	35 pts par dBm @ 20% PER	175 points		
R3	2.5.5	Le soumissionnaires sera attribué des points si le IHM de la STP du SIA comprend la caractéristique qui prévoit : a) la possibilité de surveiller la couverture en temps réel de la station b) de calculer la couverture historique moyenne c) de cerner les lacunes en matière de couverture, et de détecter la réduction de celle-ci.	5 pts par fonction	20 points		
R4	2.5.6	Le soumissionnaires sera attribué des points si l'IHM de la STP du SIA inclus des indicateurs relatifs aux défaillances prédictives, lesquels peuvent être envoyés à l'aide du protocole SNMP.	25 pts si inclus	25 points		
R5	2.5.7	Le soumissionnaires sera attribué des points si l'IHM de la STP du SIA inclus une fonction de journalisation avancée pour permettre le dépannage concernant la diffusion des messages reçus sur l'IP (p. ex., messages reçus sur l'IP, diffusion AMRT-AF du message reçu sur l'IP, et messages abandonnés et invalides).	90 pts si inclus	95 points		
R6	2.5.8	Le soumissionnaires sera attribué des points si l'IHM de la STP du SIA inclus des connexions sécurisées à ses interfaces (https, SSH, SNMP v3, etc.).	25 points si toutes les interfaces peuvent être consultés en utilisant un protocole sécurisé inclus	25 points		
R7		Le soumissionnaire sera attribué points si le SIA SSP comprend une alimentation électrique intégrée qui est échangeable pour C.A. ou D C.	50 pts si inclus	50 points		
Le total maximum de points :				500		

ANNEXE “F”

MATRICE PREUVE DE TESTS DE CONFORMITÉ

La Garde côtière canadienne a un test SIA environnement dans leur laboratoire au Québec qui reproduit leur système opérationnel. La GCC connectera la station côtière physique proposée à cet environnement d'essai et vérifier chaque exigence un par un pour démontrer que l'équipement est compatible avec la GCC antennes GPS et le réseau selon l'ebt.

TABLEAU F1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES						
Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Procédure	Réussite et échec commentaires	Conformité	
					OUI	NON
ÉTB – Chapitre 2 – Exigences particulières de la STP						
M1	2.1.1	La STP du SIA doit être un produit du commerce.				
M2	2.1.2	La STP du SIA doit comprendre trois éléments principaux, à savoir : d) le transpondeur ou la radio du SIA; e) le contrôleur; f) l'alimentation électrique.				
M3	2.1.4	La STP du SIA doit avoir obtenu une certification radio pour une utilisation au Canada.				
M4	2.1.5	La STP du SIA doit comprendre deux interfaces : c) l'interface de présentation (IP) telle que la définit la recommandation A-124 de l'AIMS (voir le paragraphe 1.2.3) pour envoyer et recevoir des phrases NMEA comme les définissent les normes IEC (voir le paragraphe 1.2.3); d) une interface homme-machine (IHM), soit une interface utilisateur graphique ou une interface de ligne de commande, pour effectuer la configuration, les mises à jour, la surveillance et d'autres tâches administratives.				

TABLEAU F1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES						
Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Procédure	Réussite et échec commentaires	Conformité	
					OUI	NON
M5	2.1.6	La STP du SIA ainsi que ses éléments doivent être conformes aux normes suivantes : d) UIT-R M.1371-5, <i>Caractéristiques techniques d'un système d'identification automatique utilisant l'accès multiple par répartition dans le temps et fonctionnant dans la bande de fréquences attribuée aux services mobiles maritimes en ondes métriques</i> ; e) IEC-61162-1, édition 5.0 et IEC-62320-1, édition 2.0, en plus d'être en mesure de produire des phrases NMEA avec les blocs TAG « c » et « s » tels que les définit la norme IEC-62320-1, édition 2.0; f) Recommandation A-124 de l'AISM sur le service SIA, édition 2.1 et annexes.				
M6	2.1.7	La STP du SIA doit être équipée d'un autotest intégré à la mise sous tension.				
M7	2.1.8	Le fait que la STP du SIA ne produise pas de statistiques d'autotest est considéré comme une erreur fatale et doit générer automatiquement une alarme sur l'IP, en utilisant le message d'alarme (ALR) défini dans la norme IEC-62320-1, édition 2.0.				
M8	2.1.10	La configuration de la STP du SIA doit être stockée dans une mémoire non volatile et la dernière configuration doit être restaurée après chaque démarrage ou redémarrage, qu'il soit planifié ou non.				
M9	2.2.1	La STP du SIA et tous ses éléments doivent être physiquement conçus pour être montés dans un bâti de 19 po de large fourni par la GCC.				
M10	2.2.2	La STP du SIA doit fournir au moins un connecteur Ethernet RJ-45 à connecter au réseau opérationnel qui sera fourni par le Canada en tant qu'équipement fourni par le gouvernement (EFG).				

TABLEAU F1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES						
Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Procédure	Réussite et échec commentaires	Conformité	
					OUI	NON
M11	2.2.3	La STP du SIA doit être disponible en deux versions, l'une qui prend en charge le 120 V c.a. monophasé, +10 %, -15 %, 60 Hz ± 1,5 Hz; et l'autre qui prend en charge le -48 V c.c., +25 %, -10 % ou +12 V c.c., +25 %, -10 %.				
M12	2.2.4	La STP du SIA doit se connecter à la disposition de l'antenne du système mondial de localisation (GPS) comprenant une antenne GPS physique, un câblage, un filtrage et une protection, qui sera fournie par le Canada en tant qu'EFG.				
M13	2.2.5	La STP du SIA doit proposer au moins une connexion à une antenne GPS fournie par le gouvernement. Cette connexion doit être réalisée au moyen d'un ou de plusieurs connecteurs femelles TNC disponibles sur la STP du SIA de la GCC.				
M14	2.2.6	La STP du SIA doit être configurable de façon à ce que la position utilisée pour les messages de rapport de position (message 4) soit relevée et saisie manuellement. Dans cette configuration, le signal GPS doit uniquement être utilisé pour fournir la synchronisation pour l'accès à la liaison de données VHF (VDL) avec accès multiple par répartition dans le temps (AMRT).				
M15	2.2.7	La STP du SIA doit se connecter à la disposition de l'antenne VHF comprenant une antenne VHF physique, un câblage, un filtrage et une protection, qui sera fournie par le Canada en tant qu'EFG.				
M16	2.2.8	La STP du SIA doit fournir une connexion à une antenne VHF. Cette connexion doit être réalisée au moyen d'un connecteur femelle de type N disponible sur la STP du SIA.				
M17	2.2.9	La STP du SIA doit fonctionner sur les canaux VHF SIA1 (canal 87B à 161,975 MHz) et SIA2 (canal 88B à 162,025 MHz).				

TABLEAU F1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES						
Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Procédure	Réussite et échec commentaires	Conformité	
					OUI	NON
M18	2.2.10	La STP du SIA doit avoir une sensibilité d'au moins -107 dBm avec un taux d'erreur sur les paquets (PER) inférieur à 20 %.				
M19	2.2.12	Le transpondeur de la STP du SIA doit avoir une puissance de sortie de 12,5 W.				
M20	2.2.13	Le transpondeur de la STP du SIA doit être certifié par un organisme de certification reconnu par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).				
M21	2.2.14	La STP du SIA doit être certifiée selon la 6 ^e édition (ou une version ultérieure) du Cahier des charges sur les normes radioélectriques CNR-182 d'ISDE, qui concerne les émetteurs et les récepteurs radio pour le service de télécommunication maritime dans la bande de 156 à 162,5 MHz.				
M22	2.2.15	La STP du SIA doit être conforme aux exigences radio pour l'exploitation avec un espacement des canaux de 25 kHz énoncées dans la norme IEC-62320-1, édition 2.0. Toutefois, la compatibilité avec l'ASN n'est pas requise.				
M23	2.2.16	La STP du SIA doit prendre en charge les antennes GPS 5 V telles que les antennes Furuno GPA017S/S et Trimble bullet III, ou l'équivalent. Si les antennes GPS 5 V ne sont pas prises en charge par la STP du SIA proposée, une antenne GPS 12 V doit être incluse avec la STP du SIA.				
M24	2.3.2	L'OpNet de la GCC possède son propre système d'adressage IP, sa convention d'appellation, sa sécurité, ses règles de routage et son infrastructure NTP. La STP du SIA doit fonctionner en utilisant les services et conventions de réseau existants fournis par l'OpNet de la GCC.				
M25	2.3.4	L'IP de la STP du SIA doit être accessible par Ethernet pour la connexion à la STL via l'OpNet de la GCC.				

TABLEAU F1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES						
Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Procédure	Réussite et échec commentaires	Conformité	
					OUI	NON
M26	2.3.5	Le type de connecteur Ethernet de la STP du SIA doit être conforme à la norme RJ-45 avec une connectivité d'au moins 100 Mbit/s.				
M27	2.3.6	La configuration du port Ethernet de la STP du SIA doit être accessible par l'intermédiaire de la configuration de l'IHM.				
M28	2.4.1	L'IP de la STP du SIA doit être utilisée pour envoyer et recevoir des phrases NMEA telles qu'elles sont définies dans les normes IEC 61162 et IEC 62320.				
M29	2.4.2	L'IP de la STP du SIA doit permettre au moins cinq connexions permanentes simultanées.				
M30	2.4.3	L'IP doit être accessible au moyen du protocole Telnet sur un port TCP/IP par la connexion Ethernet de la STP du SIA.				
M31	2.4.4	Toutes les phrases NMEA envoyées via l'IP doivent inclure un horodatage contenant l'heure UNIX à laquelle le message a été reçu par la STP du SIA dans le bloc TAG de la phrase NMEA, tel que le définit la norme IEC 62320.				
M32	2.4.5	La STP du SIA doit avoir un identifiant unique configurable qui utilise le nom du site où se trouve la STP du SIA. Cet identifiant doit comporter au moins huit caractères. Il doit être possible de configurer la STP de sorte que son identifiant unique soit ajouté au bloc TAG de chaque phrase NMEA envoyée via l'IP, tel que le définit la norme IEC 62320.				
M33	2.4.6	La STP du SIA doit effectuer un REDÉMARRAGE du transpondeur et du contrôleur du SIA à la réception d'un message de contrôle CEI de la station de base du SIA (CAB), configuré de manière appropriée et contenant son identifiant unique dans le bloc TAG comme destination, tel que le définit la norme IEC 62320.				

TABLEAU F1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES						
Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Procédure	Réussite et échec commentaires	Conformité	
					OUI	NON
M34	2.4.7	Le cycle de redémarrage de la STP du SIA ne doit pas dépasser soixante secondes à partir du moment où la station reçoit la phrase CAB jusqu'à celui où elle redémarre la communication sur l'IP.				
M35	2.4.8	<p>La STP du SIA doit être conforme (dans l'utilisation de la norme de la CEI pour les tests de station de base, à savoir la norme IEC 62320-1) aux règles générales suivantes concernant le traitement interne des messages de la VDL du SIA et des phrases de l'IP :</p> <p>i. la STP du SIA doit être en mesure de recevoir tous les messages de la VDL;</p> <p>j. la STP du SIA doit être en mesure de générer et de transmettre n'importe lequel des messages 4, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de la VDL;</p> <p>k. la STP du SIA ne doit pas filtrer les données. Chaque message de la VDL reçu doit être transmis à l'IP sous la forme d'une phrase VDM avec un bloc TAG configuré de manière approprié;</p> <p>l. la STP du SIA doit inclure la possibilité de produire une phrase d'information de signal VDL (VSI) contenant la puissance du signal de chaque message VDL reçu;</p> <p>m. chaque phrase VDM reçue via l'IP doit être diffusée sur la VDL sur le prochain créneau d'accès multiple par répartition dans le temps – accès fixe (AMRT-AF) réservé disponible (voir la norme IEC 62320-1);</p> <p>n. toutes les phrases de message binaire adressé (ABM), de message binaire diffusé (BBM) et de demande d'interrogation du SIA (AIR) reçues via l'IP doivent être diffusées sur la VDL sur le prochain créneau d'AMRT-AF réservé disponible (norme IEC 62320-1);</p> <p>o. chaque message transmis sur la VDL par la STP du SIA doit être transmis à l'IP sous la forme d'un rapport de navire en propre – liaison de données VHF (VDO) comprenant un bloc TAG correctement structuré selon la configuration;</p> <p>p. la STP du SIA doit inclure la possibilité de diffuser périodiquement les messages 4, 17, 20 et 22.</p>				

TABLEAU F1 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES						
Référence à l'énoncé technique du besoin (ÉTB)		Description de l'exigence	Procédure	Réussite et échec commentaires	Conformité	
					OUI	NON
M36	2.4.9	La STP du SIA doit inclure la possibilité de définir l'identificateur de phrase NMEA de l'IP, de sorte que chaque phrase produite par la STP du SIA commence par AIXXX, tel que le définit la norme IEC 61162.				
M37	2.4.10	La STP du SIA doit inclure la possibilité d'émettre, de manière autonome et une fois par minute, la phrase ALR sur l'IP qui indique les conditions d'alarme actuelles. Cette phrase doit refléter toutes les conditions d'alarme actuelles et inclure également le bloc TAG configuré de manière appropriée.				
M38	2.5.1	La STP du SIA doit inclure une IHM pour permettre la configuration de l'unité. L'IHM doit être une interface Web ou une application propriétaire dédiée.				
M39	2.5.2	L'IHM doit inclure la possibilité de configurer la STP du SIA pour qu'elle puisse être surveillée à l'aide du protocole SNMP.				
M40	2.5.3	L'IHM doit inclure la possibilité de sauvegarder la configuration complète de la STP du SIA dans un fichier et de recharger cette configuration à partir du fichier, afin d'accélérer le remplacement de l'unité de terrain.				
M41	2.5.4	L'IHM doit inclure la possibilité d'effectuer des mises à jour ou des mises à niveau de la STP du SIA à distance via le réseau.				

TABLEAU F2 – ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES COTÉES

Référence à l'EBT		Description de l'exigence	Méthode d'attribution des points			La notation des commentaires
			Pondération des points	Pointage max.	Pointage de l'offrant	
ÉTB – Chapitre 2 – Exigences particulières de la STP						
R1	2.1.3	<p>Le soumissionnaires sera attribué des points si les trois principaux éléments de la STP du SIA détaillés dans le paragraphe 2.1.2 sont redondants dans le boîtier de la STP du SIA (ils ne doivent pas être externes).</p> <p>d) le transpondeur ou la radio du SIA; e) le contrôleur; f) l'alimentation électrique.</p>	50 points pour un émetteur-récepteur redondants dans la même enclos. 10 points pour un contrôleur redondants dans la même enclos. 50 points pour une alimentation électrique redondantes dans la même enclos.	110 points		
R2	2.2.11	<p>Le soumissionnaires sera attribué des points si la STP du SIA à une sensibilité supérieure à la valeur minimale requise de -107 dBm avec un taux d'erreur sur les paquets (PER) inférieur à 20 %.</p>	35 pts par dBm @ 20% PER	175 points		
R3	2.5.5	<p>Le soumissionnaires sera attribué des points si le IHM de la STP du SIA comprend la caractéristique qui prévoit :</p> <p>a) la possibilité de surveiller la couverture en temps réel de la station b) de calculer la couverture historique moyenne c) de cerner les lacunes en matière de couverture, et de détecter la réduction de celle-ci.</p>	5 pts par fonction	20 points		
R4	2.5.6	<p>Le soumissionnaires sera attribué des points si l'IHM de la STP du SIA inclus des indicateurs relatifs aux défaillances prédictives, lesquels peuvent être envoyés à l'aide du protocole SNMP.</p>	25 pts si inclus	25 points		
R5	2.5.7	<p>Le soumissionnaires sera attribué des points si l'IHM de la STP du SIA inclus une fonction de journalisation avancée pour permettre le dépannage</p>	90 pts si inclus	95 points		

Référence à l'EBT		Description de l'exigence	Méthode d'attribution des points			La notation des commentaires
		concernant la diffusion des messages reçus sur l'IP (p. ex., messages reçus sur l'IP, diffusion AMRT-AF du message reçu sur l'IP, et messages abandonnés et invalides).				
R6	2.5.8	Le soumissionnaires sera attribué des points si l'IHM de la STP du SIA inclus des connexions sécurisées à ses interfaces (https, SSH, SNMP v3, etc.).	25 points si toutes les interfaces peuvent être consultés en utilisant un protocole sécurisé inclus	25 points		
R7		Le soumissionnaire sera attribué points si le SIA SSP comprend une alimentation électrique intégrée qui est échangeable pour C.A. ou D C.	50 pts si inclus	50 points		
Le total maximum de points :				500		

ANNEXE « G » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « H » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par la Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.